

INDUQIE

hebdomadaire d'action communiste

**LA GUERRE N'EST QUE LA SUITE LOGIQUE
DE L'INSTAURATION PAR LA FORCE, EN 1948,
CONTRE LES MASSES ARABES, DE L'ETAT SIONISTE**



LIBERATION DES TERRITOIRES OCCUPES PAR ISRAEL EN 67!

**SOUTIEN A LA RESISTANCE PALESTINIENNE QUE TOUTES
LES BOURGEOISIES ARABES CHERCHENT A LIQUIDER!**

**SOLIDARITE AVEC LES MILITANTS INTERNATIONALISTES
ANTI-SIONISTES, QUI REFUSENT EN ISRAEL DE PORTER
LES ARMES CONTRE LES TRAVAILLEURS ARABES!**

MOYEN ORIENT 73:

UN BOULEVERSEMENT PROFOND

1948, 1956, 1967... 1973. C'est la 4ème guerre israélo-arabe. Daniel Mayer, président de la Ligue des Droits de l'Homme, vole au secours d'un pays où 1/3 de la population, les Arabes, n'a aucun droit. Gaston Deferre, socialiste de son état, affirme le caractère démocratique d'Israël, pays qui a reconnu le gouvernement du fantoche Thieu et a même été jusqu'à négocier une aide militaire au Vietnam du Sud. Enfin, Jacques Soustelle, ancien dirigeant de l'OAS de sinistre mémoire, réclame le droit à l'existence, dans des frontières sûres, de l'Etat sioniste.

Ce chœur passablement hétéroclite brouille les cartes. L'essentiel est ailleurs. Il n'y aurait pas eu de guerre israélo-arabe si, en 1948, Israël n'avait pas été créé par la force des armes. Il n'y aurait pas eu de guerre israélo-arabe si, en 1948, le massacre des habitants arabes du village de Deir Yassin n'avait pas consacré la victoire des troupes sionistes. Il n'y aurait pas eu de guerre israélo-arabe si le peuple palestinien n'avait pas été chassé de sa terre. Il n'y aurait pas eu de guerre israélo-arabe si, en 1967, Israël, poursuivant sa politique d'annexions, n'avait pas conquis des territoires faisant partie des Etats syrien et égyptien.

Bref, c'est l'existence même de l'Etat d'Israël qui est à la source du conflit qui ravage le Proche-Orient. Et, derrière Israël, c'est avant tout l'aigle US qui est responsable. C'est l'impérialisme américain qui arme ce gendarme de ses intérêts économiques dans la région, qui soutient cette enclave créée de toutes pièces, qui est prêt à nourrir Israël jusqu'à la dernière goutte de pétrole arabe.

Tant que l'Etat sioniste aux lois racistes, aux visées expansionnistes, existera, aucune paix n'est possible au Proche-Orient.

Quelle que soit l'issue des combats militaires, l'offensive des armées égyptienne et syrienne est d'ores et déjà source de nombreux bouleversements.

La guerre des armées arabes et l'unité sacrée du Caire à Ryad en passant par Casablanca, enfin retrouvée, ne sont aucunement anti-impérialistes. Cette offensive a seulement pour but de faire pression sur l'impérialisme américain pour qu'il modère les prétentions d'Israël. Sadate comme Assad veulent ainsi colmater les brèches qui s'ouvrent à l'intérieur même de leurs régimes par la remontée des luttes populaires. Ces gouvernements peuvent aujourd'hui paraître reprendre du poil de la bête, parce qu'au paravant ils ont tous participé aux tentatives de liquidation de la Résistance Palestinienne, approuvant peu ou prou son écrasement militaire en septembre 70 par Hussein, le boucher d'Amman.

Certes. Mais la libération des territoires occupés en 1967 est un objectif juste. Les défaites infligées aux forces armées israéliennes sont autant de coups portés au mythe de l'invulnérabilité de l'Etat sioniste. La confiance que peuvent retrouver à travers cette guerre de nombreux travailleurs arabes est un facteur important dans le développement des luttes populaires au Proche-Orient. Les bourgeoisies arabes ont déclenché un processus qui peut les dépasser, qu'elles ne sont pas sûres de contrôler.

Les bourgeoisies arabes qui répriment, assassinent et torturent quotidiennement les travailleurs de leurs pays, ne peuvent donner une réponse aux aspirations des peuples de la nation arabe, et particulièrement du peuple palestinien spolié de sa terre. L'unique solution est internationaliste, elle tient compte des intérêts globaux du prolétariat de la région, tant des travailleurs arabes que des travailleurs juifs d'Israël. C'est la lutte pour les Etats-Unis socialistes de la région, dans le respect des minorités nationales. Et, pour l'instant, la construction d'une avant-garde révolutionnaire à l'échelle du Proche-Orient tout entier, rassemblant l'ensemble de ses composantes locales.

Au-delà des compromis qui s'annoncent sous la bénédiction des Etats-Unis et de l'URSS, au-delà du renforcement momentané que pourront tirer de cette guerre les bourgeoisies arabes, au-delà d'une victoire des troupes égypto-syriennes ou de l'armée israélienne ou même d'un match nul, c'est à un bouleversement profond des données politiques dans la région que l'on assiste. Quelle que soit son issue, cette guerre ouvre des perspectives nouvelles aux militants révolutionnaires, arabes et juifs, qui combattent dans cette région l'impérialisme et ses deux piliers, Israël et la réaction arabe.

J.K.



LA LIBRAIRIE ROUGE
10, IMPASSE GUEMENEZ
PARIS 4ème
272-88-96
272-68-82

Vous propose :

- Les nouveautés :— L'école
- L'éducation à Cuba (Huteau-Lautre)
- Chronique de l'ordre asilaire 23 F au lieu de 28 F (I. Baleste-Fouletier, 16 F au lieu de 20 F)
- L'impérialisme CE P 13/14 15 F au lieu de 18
- Le déserteur N. Favrelière, 23 au lieu de 28 F
- Affaires classées H. Lévine 26 au lieu de 33 F
- Comment combattre le nazisme ? L. Trotsky

Les rééditions : le Programme de Transition. L. Trotsky
— La Révolution Trahie. L. Trotsky

20 % sur tous nos livres

Acheter à la librairie Rouge, c'est une économie

MAIS SURTOUT UN ACTE DE SOUTIEN.

MISE EN GARDE

Le conflit au Moyen-Orient a toujours été empreint d'un caractère passionnel. Il faut donc être sur ses gardes, être prêt à s'opposer fermement à toute manifestation de racisme anti-arabe ou anti-juif.

En Israël, la justice sioniste emprisonne, poursuit, réprime les militants juifs anti-sionistes. En Europe et dans le monde, la propagande sioniste utilise d'autres armes : en particulier, elle entretient sciemment la confusion entre anti-sionisme et anti-sémitisme.

A ce sujet, il faut être clair : ceux qui aujourd'hui, à gauche ou à droite, volent au secours de l'Etat sioniste, n'étaient pas dans la rue le 21 juin. Ceux qui s'opposèrent au meeting raciste, anti-arabe et anti-sémitisme tenu par Ordre Nouveau en plein Paris ce jour-là (où l'on entendait même le cri « mort aux Juifs ! ») n'ont donc aucune leçon à recevoir.



Ecrivez-lui :
No d'écrou 170-826
1ère division cellule 117
42, rue de la Santé
75674 - Paris CEDEX 14

Depuis le 17 septembre notre camarade Michel Récanati est emprisonné à la Santé. Après avoir obtenu le statut politique, son avocat Maître Yves Jouffa va déposer cette semaine une demande de mise en liberté provisoire. Le juge Bernard et le parquet auront des lors à prendre leurs responsabilités. Jusqu'à présent, l'emprisonnement de Récanati a suscité peu d'écho. Pour la grande presse « c'est du réchauffé » et les événements du 21 juin semblent oubliés. Certes le pouvoir a du battre en retraite devant la levée de boucliers qui a suivi la dissolution de la Ligue Communiste et l'arrestation de deux de ses dirigeants. Ces camarades ont été mis en liberté provisoire, le journal « Rouge » paraît sans entrave et les trotskystes continuent de s'exprimer. Cepen-

dant, la Ligue est toujours dissoute et le Conseil d'Etat n'a toujours pas indiqué la date où il devra statuer sur la légalité de la mesure gouvernementale. Enfin et surtout, un camarade est en prison avec, selon la loi anti-casseurs, la même responsabilité que tous ceux qui ont appelé à la contre-manifestation du 21.

Le développement de la campagne de haine raciste que nous avons essayé de combattre a déjà abouti à l'assassinat d'une dizaine de travailleurs immigrés. Le 21 juin, nous avons été les premiers à alerter l'opinion. Aujourd'hui, les assassins sont tous en liberté mais Récanati est en prison. Pompidou ne veut pas qu'on parle de racisme, peut-être préfère-t-il ceux qui n'en parlent pas mais qui le pratiquent.

Cette situation intolérable ne sera pas tolérée plus longtemps. Nous ne sommes pas prêts à considérer la dissolution de la Ligue comme un fait acquis, et l'arrestation d'un militant comme un aléa normal de la lutte de classe.

Dans la période actuelle qui voit s'accroître l'isolement du régime, il est possible de faire encore reculer le pouvoir à condition de s'en donner les moyens. Jamais nous n'accepterons de nous accoutumer à la répression. A la veille de la réunion du Conseil d'Etat, il importe, partout, dans les usines, les bureaux, les lycées, les universités, de faire signer massivement la pétition du comité pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste. La libération de Michel Récanati doit devenir aujourd'hui un des

FAITES SIGNER

L'appel du Comité National contre la dissolution de la Ligue Communiste

vient d'être retiré à 100 000 exemplaires. Il doit être demandé et popularisé. Les signatures devront être renvoyées d'urgence à M.-F. Kahn, 15 rue Clerc, Paris 75007.

objectifs majeurs de tous les révolutionnaires, de tous les anti-racistes, de tous ceux qui comprennent qu'on n'assure jamais de nouvelles conquêtes quand on est incapable de défendre les anciennes. Il en est ainsi pour les quelques libertés démocratiques qui existent encore dans ce pays. Si Récanati n'est pas libéré cette semaine, il ne fait pas de doute que se développera un large mouvement dans le pays pouvant aller notamment dans les lycées et les universités, jusqu'à des journées de grève. Le gouvernement craint la rentrée universitaire, de même qu'il a peur de rouvrir le dossier du 21 juin. Sa crainte ne nous effraye pas. Le non-lieu pour tous les inculpés ou le procès public, nous sommes prêts.

Alain Krivine

ANNECY - SUR - COGNES

On se souvient des « clochards d'Anancy » tabassés par des policiers de la ville et laissés morts sur la montagne environnante. La presse en avait parlé. Marcellin vient de donner à l'affaire la sanction qu'elle mérite : ce sont les membres du Comité Verité qui ont été perquisitionnés, arrêtés et interrogés pendant plusieurs heures...

Mais la culture ne se porte pas mieux à Anancy. Deux associations, le Théâtre éclairé et l'Anancy Jazz Action (170 personnes) dont les locaux doivent être démolis mais qui n'en ont pas obtenu d'autres, occupent le 23 septembre leur ancien lieu d'activité. Au matin du 27, à 5h 45, tout ce qu'Anancy compte de flics de tous genres et d'armement de tous ordres cerne le local occupé : il y a là les gendarmes mobiles, les gardiens de la paix, les inspecteurs des RG, les services techniques de la ville, les contractuels, les démolisseurs, et le maire ceint de son écharpe tricolore ! On négocie, on promet une décision au prochain Conseil Municipal si l'évacuation se fait dans le calme. Ce qui se fait. Mais le 2 octobre, le Conseil réuni vote à l'unanimité le refus de toute solution au problème du logement des deux troupes.

Celles-ci qui ont recueilli déjà 3 000 signatures de soutien, continuent de se battre : des associations moins « engagées », ne diffusant pas de culture populaire, ont obtenu toutes les facilités demandées.

Contre l'asphyxie culturelle, contre la culture à sens unique, ce n'est qu'un début, le combat continuera.

DIEPPE: echec à la repression

Le vendredi 3 octobre, se tenait à Dieppe, le procès de 3 diffuseurs de « Rouge ». Depuis plusieurs mois, la police de Marcellin, essayait d'entraver la diffusion des idées révolutionnaires à Dieppe : contrôles d'identité fréquents, amendes, convocations. Ainsi, nos camarades passaient-ils en procès pour vente de « Rouge » « illégale ». Ce fut un coup d'épée dans l'eau pour le pouvoir. Les inculpés sont relaxés.

Qui était dans l'illégalité ?

LA MORT D'UN BRIGADIER

Le 29 septembre, le brigadier Mira, membre des compagnies de district, s'est suicidé dans un car de police.

Il « traversait une période de crise aiguë et ne s'entendait pas avec ses supérieurs ni d'ailleurs avec les hommes qu'il avait sous ses ordres », a communiqué la Préfecture de Police une semaine après le drame, en ajoutant que la mutation du

brigadier venait d'être acceptée.

Version honnête des faits ? Fils d'un militant anarchiste espagnol, Mira se plaignait d'être « incompris de ses supérieurs » (mais pas de ses hommes). En cas de manifestation selon sa femme, il préférerait discuter au lieu de frapper. Est-ce pour cela qu'il avait demandé sa mutation d'une compagnie d'intervention dont

le rôle est plus de frapper que de comprendre ? Et est-ce pour cela que cette mutation venait, en fait, d'être refusée ?

Mis dans l'obligation d'être un matraqueur, mis dans l'impossibilité de changer de service, brimé par ses chefs, le brigadier Mira est aussi une victime de l'ordre marcellinesque.

UN PAYS XENOPHOBE

De 1968 à 1971, 11 200 étrangers reconduits à la frontière française. Sans commentaires. Pourtant : « En France, l'équité est indépendante de la nationalité. Tous ceux qui travaillent chez nous y ont droit ». C'est Messmer qui l'a dit devant les députés de l'URP. En mentant effrontément...

C'est du moins ce qu'a mis clairement en évidence la réunion publique organisée par le Syndicat de la Magistrature et le Mouvement d'Action Judiciaire, le 3 octobre. Son thème : l'arbitraire des expulsions. Sa conclusion : les étrangers en France sont dans une situation d'« infraction ». Ils n'ont ni liberté d'opinion, ni liberté d'expression.

La procédure légale d'expulsion, « procédure informelle et bâclée qui permet tout et ne garantit rien » comme le souligne un des orateurs, démontre le caractère arbitraire et xénophobe de la législation sur les étrangers. Le seul « recours » des expulsés est une vague commission siégeant à huis-clos, composée en fait de deux représentants directs du ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire de celui qui réclame l'expulsion et d'un magistrat pour faire bonne figure. De plus Marcellin a le droit absolu et permanent d'utiliser une « procédure d'urgence absolue » : très expéditive, elle ne permet aucune protestation et aucun contrôle sur le ministère de l'Intérieur. Résultat : des arrêtés d'expulsion dont le « motif » est : « n'est pas autorisé par M. le ministre de l'Intérieur à séjourner en France ».

C'est clair, non ? Cette réunion du 3 octobre illustre le refus de certains magistrats et avocats d'appliquer la politique du chevalier Ajax de l'ordre, Marcellin. Elle est un acte de solidarité avec les travailleurs immigrés. Nous y reviendrons. J K

UN PEU DE PUDEUR MESSIEURS !

NORAFS, PARTEZ !

LE COMBAT EUROPEEN

N° 1 SEPTEMBRE 1973

ACTION EUROPEENNE COURRIER DU CONTINENT

RENOUVEAU NATIONAL

« Ecoutez, messieurs les Nord-Africains non Français, je m'adresse à vous sans haine mais je vous demande d'être raisonnables... »

...Et maintenant, vous envahissez la France parce que vous mourez de faim sur une terre que vous avez cru libérer et qui est devenue invivable par le manque des Cadres qu'on vous a fait écarter !

Vous ne croyez pas que vous allez un peu fort ?

De deux choses l'une. Ou bien vous reconnaissez que vous ne pouvez vous passer des Européens, entrepreneurs et organisateurs, et vous leur demandez de retourner en Afrique, ou bien vous rentrez dans votre désert.

Parce que, que vous « fassiez les maîtres » ici, ça, il faut vous l'enlever de la tête ! Ne nous obligez pas à vous faire ce que vous avez fait aux nôtres.

« La valise ou le cercueil » vous connaissez ? »

C'est le No 1 du « Combat Européen » (direction F. Duprat) qui contient cet éditorial de Pierre Clémenti, véritable appel au meurtre.

Or, il ne se passe pas de semaine en France sans qu'un travailleur immigré ne soit sauvagement blessé ou tué : l'appel au meurtre de Clémenti est suivi d'effets.

Sera-t-il frappé des foudres de la loi ? Non, bien sûr. Pour avoir écrit des menaces de mort directes contre Alain Krivine, dans son No du 3 juillet 1973, « Minute » n'est même pas poursuivi : plainte a été déposée par notre camarade et son avocat M^o Jouffa, mais non reçue par le Palais ; il se trouve, en effet, qu'en cas de menaces, c'est le Parquet (l'Etat) qui doit lui-même porter plainte. Et il se refuse à le faire. Pourquoi ?

La réponse est peut-être là : J.P. Sartre passe actuellement en justice, entre autres, pour menaces de mort... contre Minute ! Rarement la notion des « deux poids, deux mesures » de la justice bourgeoise a été aussi pleinement illustrée. La pudeur n'est pas la qualité principale de certains des responsables de la loi...

LA PEDAGOGIE DE LA TALOCHE

lourd
une base sociale non n



Lebrun

« J'arrive tard, très tard, mais pas trop tard... Dès 1969 on aurait dû s'occuper de vos difficultés ». Le 10 septembre, Concarneau était la 21^{ème} étape du tour de France de Royer. Devant les congressistes d'une organisation dissidente du CID-UNATI, le ministre du Commerce et de l'Artisanat expose une fois de plus son projet de loi dont la pièce maîtresse est la formation de commissions départementales d'urbanisme où les représentants des commerçants, majoritaires, auront pouvoir de décision sur la construction des magasins à grande surface. Autant demander aux « petits » s'ils acceptent de se faire manger par les « gros ».

De quoi rendre populaire un ministre du Commerce chez les amis de Nicoud. Ceux-ci sont d'ailleurs ravis. Le style direct de cet ancien instituteur qui a commencé sa carrière politique comme délégué départemental du RPF n'est pas pour déplaire. Dans les quelques cinquante villes où il a tenu des réunions publiques, Royer a obtenu un franc succès. « C'est Nicoud au gouvernement » sussure Giscard. « Royer au CID-UNATI » répliquent les commerçants. Cet héritier de Poujade qui est en train de supplanter Nicoud dans le cœur des boutiquières de province a commencé par faire sourire il y a

quelques années, en lançant sa croisade contre la « pollution intellectuelle et morale ». Ses tirades sur la « pornographie et la drogue qui sont les aspects d'une seule et même crise née de l'oisiveté » lui valaient une bonne réputation de Père-la-Vertu. Mais aujourd'hui, la popularité de Royer dans le petit commerce est inquiétante. Ce partisan de la « pédagogie de la taloche » a surtout distribué les bons points aux partisans du CID-UNATI.

L'ÉPICIER DU CANTAL

Un Français actif sur 6 travaille dans le commerce. Mais, depuis une dizaine d'années, on assiste à deux mouvements parallèles. Le nombre des commerçants indépendants a tendance à diminuer (66 000 de moins de 1954 à 1962). En même temps, on assiste au développement du commerce capitaliste (281 000 salariés supplémentaires de 62 à 68). La concentration de l'appareil commercial est particulièrement nette. En 1960, les petits commerçants assuraient 85 % du commerce de détail. Ils n'en font plus que 72 % aujourd'hui. La tendance à la prolétarianisation des employés du commerce s'accélère : sur 3,6 millions de personnes occupées dans le secteur commerce, 2,3 millions sont salariées tandis

que 1,3 million travaillent à leur compte.

La loi Royer tente de stabiliser une catégorie sociale en voie de régression. Il ne s'agit pas seulement d'une base électorale, bien que ces 4 millions de voix pèsent lourd dans la balance présidentielle. Ce que les commentateurs appellent déjà le « royerisme », expression politique des classes moyennes, est une tentative qu'il faut prendre très au sérieux pour redonner à un régime usé une base sociale qui lui fait bien défaut. La France de Royer, c'est la petite boutique, l'épicier du Cantal et le quincaillier de l'Ardèche. Nicoud explique qu'« en 68, tout a tenu grâce aux classes moyennes », Royer renchérit en soulignant que « le travail indépendant ouvre une voie de promotion aux salariés ». A ceux qui bavardent sans cesse sur la libération des travailleurs, Royer propose le salut « dans le petit commerce ».

Royer veut faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Non seulement il veut sauver le petit commerce de détail de la disparition, mais il le présente comme un modèle de société : « un équilibre de civilisation ». « Valeurs Actuelles », qui connaît bien les valeurs sûres, titre en couverture sur Royer avec comme légende : « la volonté des classes moyennes ». Soustelle, rescapé de l'OAS,

approuve bruyamment : « il faut sauver les classes moyennes ». Quand Royer lance devant un auditoire enthousiaste : « plutôt que d'encourager la montée des cols blancs, il serait préférable de rendre sa dignité à la cote bleue », il est sûr d'être entendu et compris.

IMPERATIFS ÉCONOMIQUES

Les dernières élections législatives ont montré que les classes moyennes traditionnelles restaient massivement fidèles au régime. Les petits commerçants barrent les routes et attaquent à l'occasion les préfectures, mais ils votent UDR (44 % des voix des petits commerçants contre 33 % à la gauche). Par contre, le glissement à gauche des nouvelles couches salariées (techniciens, ingénieurs, cadres) s'accroît. Nettement également est la perte des voix ouvrières qui se portaient sur la personne de De Gaulle (21 % aux législatives contre 45 % au référendum de 69).

La défense des catégories sociales les plus archaïques est donc pour le pouvoir une nécessité politique. Mais ce conservatisme politique qui traduit un réflexe de conservation sociale est contradictoire avec les impératifs économiques de la grande bourgeoisie. Royer se permet de déclarer à Metz : « je me battrais avec force

LES 8 COMMANDEMENTS DU ROYERISME

LES 8 COMMANDEMENTS DU ROYERISME

- « Le destin d'un homme ne passe pas entre l'alcôve et la mitraille »
- « Il vaut mieux allonger les muscles que laisser allonger les cheveux »
- « Il faut restaurer l'honnêteté, rétablir les cours de morale à l'école »
- « Rien ne vaut une bonne paire de taloches pour faire obéir les enfants »
- « La société est malade, rétablissons les valeurs saines les valeurs sûres : la famille, le respect du corps de la femme »

« Je me place sous la protection de la vierge et je vais sabrer les exploités »

« L'analyse d'une serrure bien faite vaut bien celle d'une phrase latine »

« Il faut redonner aux jeunes le goût du travail manuel. Les immigrés vont retourner chez eux pour participer au développement économique qui s'amorce dans leur pays d'origine. Disons-nous bien qu'un pays qui ne veut plus assumer les métiers les plus pénibles est un pays qui meurt. L'enseignement alterné, voilà la solution et nos lycéens devraient faire des travaux en usine ».

ALEXANDRE LE-DUR

La loi Royer donne satisfaction à quatre millions d'électeurs qui pèseront dans la balance présidentielle : négligeable pour un régime usé.

pour faire voter cette loi n'en déplaise à certains grands intérêts du capital ». Dans le « Figaro », Raymond Aron, porte-parole de la bourgeoisie bien éclairée, le rabroue vertement en le taxant de poujadisme. Les magasins à grande surface sont en effet une nécessité des circuits de distribution capitalistes. Déjà, le PDG de Carrefour a riposté à Royer en faisant signer des pétitions dans ses super-marchés. La loi Royer va tellement à l'encontre des intérêts bien compris du grand capital qu'il serait bien étonnant qu'elle soit appliquée. La bourgeoisie française a toujours eu besoin du soutien politique de couches sociales (PME, petits paysans, petits commerçants et artisans) qu'elle doit liquider économiquement. L'embarras d'un Giscard d'Estaing est à cet égard particulièrement significatif. Mais aujourd'hui, la nécessité politique s'est faite impératif social. Elle correspond à la tentative de consolidation d'une nouvelle base sociale.

COURROIE DE TRANSMISSION

A ce souci correspond également l'évolution de l'UDR « Il faut absolument retrouver notre électoral populaire » a déclaré Sanguinetti après son élection. Le parti gaulliste, du temps de De Gaulle, était en effet mouvement inter-classiste. Le phénomène bonapartiste masquait en partie les contradictions de classe. L'assise politique et sociale de l'UNR était le fait de De Gaulle et non du parti en lui-même. L'UNR n'était pas le porte-parole de couches sociales déterminées auprès du pouvoir central, mais se faisait la courroie de transmission de ce pouvoir central dans le pays. De Gaulle assurait la cohésion et l'unité d'un mouvement qui n'était qu'un instrument électoral. Le bonaparte disparu, l'UDR s'est montrée incapable d'offrir au grand capital une base sociale et politique. Car justement les intérêts de la bourgeoisie. Entre un pouvoir central qui est un véritable conseil d'administration des affaires du grand capital et un mouvement qui doit tenir compte des pressions de catégories sociales condamnées économiquement par ce même grand capital, le divorce est profond. C'est pourquoi les godillots n'ont jamais autant usé leurs semelles que pour être en échec la nouvelle société

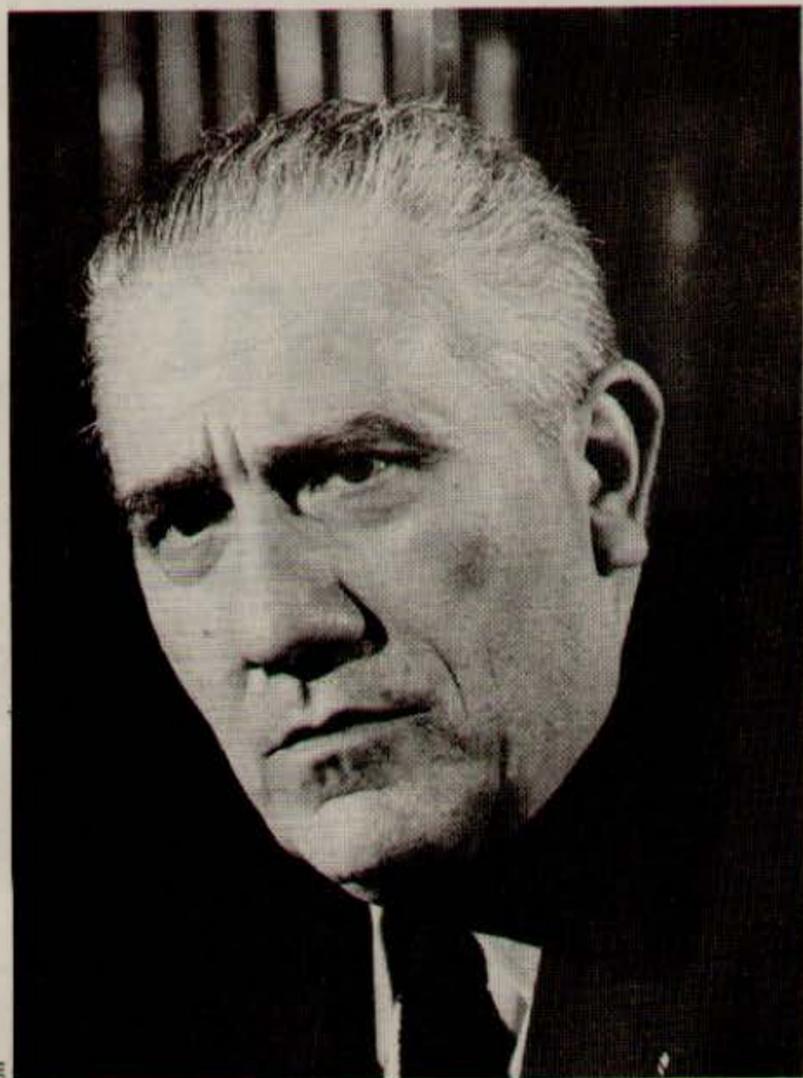
de Chaban. Au lieu de « supplément d'âme », les élus de la trouille voulaient un supplément de pourboires à distribuer à leurs électeurs. Chirac, pompidolien grand teint, exprimait au mieux leurs intérêts quand il affirmait : « la politique de Chaban est faite pour des gens qui ne voteront jamais pour nous ».

RELENTS DE VICHY

Il est clair par contre que la politique de Royer est faite pour la clientèle UDR. Le rétrécissement de la base sociale du gaullisme populaire contraint le pouvoir à consolider à droite, très à droite, ce qu'il perd à gauche. Pour jouer parfaitement ce rôle, l'UDR a besoin de devenir un parti de droite traditionnelle, représentant les intérêts de couches conservatrices. Il ne faut pas aller chercher plus loin l'origine des discours sur l'indépendance de l'UDR par rapport à l'Élysée. Cette latitude — toute relative — ne vise qu'à masquer le fait principal ; on ne peut être à la fois partisan des mutations économiques, de la rationalisation et des concentrations qu'imposent la construction européenne et la concurrence inter-capitaliste et défenseur de secteurs archaïques. La survie politique du régime est antagonique à ses besoins économiques. Tel est le problème.

Il faut cependant s'attendre à ce que ce pouvoir usé se fourbisse une idéologie à la mesure de cette politique. Tout se tient. Les menaces d'un Calley, les piferies d'un Druon, les aboiements d'un Marcellin, le scoutisme de Royer. On sent comme de forts relents de Vichy flotter sur ce pouvoir. Avec un ministre de l'Intérieur qui était chantre du corporatisme sous Pétain, cela n'est pas très étonnant. Mais cela doit nous inquiéter. « Il faut renoncer à la conception politique d'un ordre public pour lui substituer celle d'un ordre moral » a dit Royer. « Le Point » interroge en couverture : « Royer est-il dangereux ? ». Les engouements des cabarettiers de province ne durent certes pas forcément longtemps. Mais on ne doit pas oublier que Royer qui a, soit dit en passant créé une section CFI chez les communaux de Tours, fait partie d'un ministère de combat qui rassemble sous la houlette d'un légionnaire les représentants musclés de la France conservatrice.

A.C.



Lebrun

"IL FAUT BIEN VIVRE"

Péniblement élu secrétaire général de l'UDR, Alexandre Sanguinetti n'est pas un débutant. Ce « baroudeur » du gaullisme musclé a longtemps navigué dans les eaux troubles de l'extrême-droite. Etudiant, le bouillant Alexandre milite à l'Action Française. Puis « Camelot du Roi », il se fait une solide réputation de chasseur de métèques et de juifs au Quartier Latin.

Engagé pendant la guerre dans les commandos, il perd une jambe en sautant sur une mine à l'île d'Elbe. En 1947, il adhère au RPF. Il n'a pourtant pas rompu ses liens avec l'extrême-droite. Il participe en 1950 avec Isorni avocat de Pétain à un « Centre de Liaison pour l'Unité Française ». Toujours flanqué d'Isorni, il prend la parole à une soirée Brasillach le 10 février 1952. Jusqu'au-boutiste de la guerre en Indochine — on le voit au premier rang d'une manifestation à l'Etoile le 4 avril 54, pour la guerre à outrance — Sanguinetti se retrouve tout naturellement parmi les ultras de l'Algérie Française. En compagnie de Biaggi et Soustelle, le voilà secrétaire général d'un comité d'action des associations nationales d'anciens combattants (CANAC) qui affiche ouvertement ses sympathies. Dès 1957, il crée avec Soustelle une « Union pour le Salut et le Renouveau de l'Algérie Française » où il côtoie Roger Frey. Début d'une longue et fructueuse collaboration. Activiste, Sanguinetti trempe dans les complots du 13 mai. A Paris, il est chargé d'organiser avec Biaggi, Griotteray, les frères Sidou, fondateurs de « Jeune Nation », une manifestation qui doit prendre d'assaut le palais Bourbon. Dès le retour de De Gaulle, il grimpe dans le sillage de Frey. Adjoint de ce dernier au secrétariat général de l'UNR, il devient son chef de cabinet au ministère de l'Information, enfin, chargé de mission au ministère de l'Intérieur. Nous sommes en 61. Sanguinetti chef des barbouzes devient M. Anti-OAS. Oubliés les anciens petits copains de l'Algérie Française. Entre temps, Sanguinetti avait été en 59 amnistié d'une ténébreuse affaire d'escroquerie. Donnant, donnant. Elu député en novembre 62, membre de la commission de

Défense Nationale, Sanguinetti ne mâche pas ses mots : « Nous n'accepterons plus aucune forme de combat autre que l'emploi total des armes nucléaires ». Ministre des Anciens Combattants dans le troisième ministère Pompidou, il est remercié après son échec électoral aux législatives de 67. Pour le consoler, on lui donne la présidence de la société du tunnel sous le Mont-Blanc. Il faut bien vivre. En mai 68 Sanguinetti reprend du service. Reçu par De Gaulle le 21 mai, il tient un discours dur :

« Mon général, il faut répondre à l'émeute par l'émeute, à l'insurrection par l'insurrection, à la révolution par la révolution. C'est la rue qui nous permettra de rétablir l'ordre. » (Tournoux : « Jamais dit »). Le pouvoir est dans les urnes comme dirait son copain Marcellin ! C'est tout naturellement que Sanguinetti est l'un des organisateurs de la manifestation du 30 mai sur les Champs-Élysées avec Charbonnel, Tomasini, Lancien (CDR) et Pierre Lefranc.

Devenu le boute-feu des gaullistes de choc et le boute-en-train des débats télévisés, Sanguinetti ne perd pas une occasion d'exterminer (verbalement) l'ennemi (hisez le gauchiste, le syndicaliste, le communiste).

S'insurgeant contre les déclarations de Geismar sur l'Occitanie, Sanguinetti promet : « Ces propos relèvent de la trahison et de la Haute-Cour. A la libération, on aurait fusillé pour moins que cela. » Bigre ! Préparant de longue date son élection au secrétaire général de l'UDR, Sanguinetti harangue les militants, chaque fois qu'il le peut : « Considérez-vous comme mobilisés. Voici revenu le temps allégre du combat, le moment où une fois de plus nous allons en découdre pour le bien de la nation. Et quant on va au combat, il faut partir avec bonne conscience et du biscuit. » (Oct 72).

Du biscuit, Sanguinetti vient d'en retrouver. Interrogé en mars 73 sur ses intentions en cas d'échec électoral, Sanguinetti répondait : « Si je suis battu, j'irai sans doute à Paris, à la direction de l'UDR... Il faut bien vivre ».

Tenez-vous le pour dit.

cgt/cfdt

un vent nouveau venu d'en haut!

Dans « France-Nouvelle », hebdomadaire du PCF: Edmond Maire et Georges Séguy ont échangé leurs points de vue sur la « rentrée sociale » et la situation politique. Ce qu'ils ont dit est édifiant...

Depuis le « tournant » de la CGT manifesté lors du mouvement jeune et de la grève des OS de Renault, et déjà depuis le 36ème congrès de la CFDT sous le signe du « réalisme », on file le doux amour au sommet. « Je suis tout à fait d'accord avec Edmond Maire » dit Georges Séguy. « Comme le disait Georges Séguy » répond Edmond... Il y a bien quelques petites divergences sur le Programme Commun, mais « il n'y a aucun doute : la convergence est plus grande aujourd'hui entre l'ensemble des forces de gauche, des forces populaires, qu'il y a un an ». On va discuter sur textes des « objectifs transitoires ». Mais d'ores et déjà, le bébé se présente bien.

LA RENTRÉE SOCIALE : AUCUNE DIVERGENCE !

La situation économique s'aggrave. Les travailleurs luttent prioritairement pour trois grandes revendications : le pouvoir d'achat, les conditions de travail et l'emploi. Le pouvoir et le patronat durcissent leurs positions, mais ils sont quand même obligés de faire des concessions. Juste assez pour que Maire et Séguy viennent affirmer que les actions menées par les confédérations permettent d'obtenir des « résultats non négligeables », mais trop peu pour que les électeurs n'aient pas envie de changer de gouvernement ! Mais quels sont ces « résultats non négligeables » dont parlent en chœur Maire et Séguy ?

— Les 40 heures qui viennent d'être obtenues dans l'industrie chimique ! Les 40 heures avaient été obtenues par la classe ouvrière en 1936 ! Au rythme actuel, elles seront appliquées en 1978 ! Pour appeler cela un résultat non négligeable, il ne faut pas manquer d'aplomb !

— La possibilité pour les travailleurs immigrés de se présenter plus facilement comme candidats aux élections et d'être nommés délégués syndicaux, l'octroi de bourses scolaires aux travailleurs immigrés. Là encore, il ne faut pas avoir froid aux yeux ! Alors que la circulaire Fontanet est maintenue, alors que les expulsions se poursuivent, alors que le racisme se développe, alors que grâce à la nouvelle « stratégie » géniale de la direction CGT... approuvée par la CFDT, les 5000 OS en majorité immigrés de Billancourt, luttant en avril dernier pour le paiement des heures de lock-out, ont connu un échec complet assorti de licenciements de travailleurs combattifs. Cette nouvelle stratégie géniale qui consiste à élever la voix et taper du poing et en pratique à ne rien organiser qui puisse effrayer les couches moyennes, ces chers électeurs ! Mais Maire et Séguy sont d'accord : ces « défavorisés », ces « marginaux » si chers jadis à la CFDT ne méritent pas une place particulière, car, comme le dit Edmond Maire : « les statistiques montrent que ces « marginaux » votent plus pour la majorité actuelle parce qu'ils sont peut-être plus mystifiés que les autres ». Pire : les immigrés ne votent pas ! On est loin de Pennaroya, Girosteel... Et qu'ont fait les deux grandes confédérations contre le racisme ? Une journée nationale tardive passée complètement inaperçue, conclue par un meeting à la Bourse du Travail où elles refusèrent de donner la parole au MTA, qui pourtant avait organisé une grève de masse 10 jours plus tôt. On pourrait continuer l'énumération. En évitant soigneusement de parler des formes de lutte et de la tactique précoc-



« Nous avons apprécié l'effort réalisé par la CFDT dans...

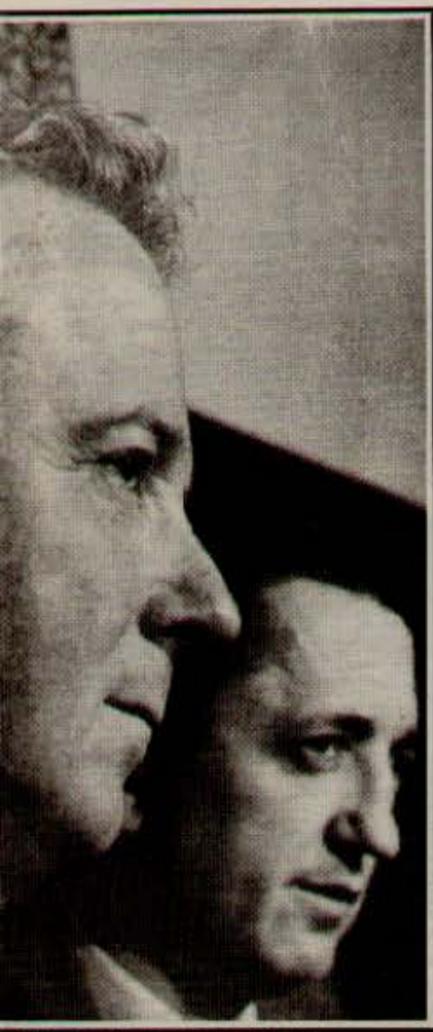
nisées par les confédérations, Maire et Séguy sont tout à fait d'accord sur la rentrée sociale.

SUR LIP AUSSI, ILS SONT D'ACCORD !

Lip c'est bien : c'est « la capacité d'imagination, de propositions, d'initiatives » dit Maire, et Séguy renchérit : « c'est la persévérance, la ténacité, la recherche de toutes les possibilités pour soutenir le combat ». Mais surtout, Lip, c'est une lutte parmi tant d'autres. Séguy, lui, « n'a pas idéalisé le conflit au point d'en faire le centre de gravité national de la lutte des classes ». Quant à Edmond Maire, il n'est pas de ces romantiques, de ces gauchistes puérils qui croient qu'on peut faire 100 Joint Français, 100 Lip, et pourquoi pas 100 Vietnam ? Non, pour aider les travailleurs de Lip, Maire et Séguy sont d'accord : il faut que les travailleurs se battent pour leurs revendications, chacun dans leur coin.

On savait que Maire était « sur le fond parfaitement d'accord » (sic) avec la lettre de mise en garde envoyée en août par Séguy aux syndicats CGT de l'usine : on savait que les directions CGT et CFDT s'étaient mises d'accord pour que lors du rassemblement de Paris, il n'y ait pas de manifestation (on se contenterait de raccompagner les travailleurs de Besançon jusqu'à leurs cars !). On savait que Maire n'était pas plus emballé que Séguy par l'idée de la marche sur Besançon : l'un et l'autre firent savoir par communiqué qu'ils dénonçaient à l'avance les provocations de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche... Et Maire a beau, au détour de la conversation, affirmer que « si dans un cas aussi important et aussi significatif que celui de Lip des solutions peuvent être trouvées qui permettent de garantir le droit à l'emploi, alors cela risque de faire tache d'huile », l'un et l'autre sont d'accord : Lip ne se bat pas pour tous les travailleurs ! Voilà qui va reconforter les Lip. Une telle unanimité des secrétaires confédéraux !

Non seulement ils sont d'accord sur la tactique des luttes, mais ils se rapprochent à vive allure sur les perspectives politiques.



« L'appréciation du gauchisme » (Séguy)

Et voilà ! Comme ça tout le monde sera content ! Les susceptibilités seront ménagées, et Maire pourra tancer les révolutionnaires qui veulent assujettir le syndicat à leur stratégie politique ! Pas comme lui !

Tout est donc pour le mieux, mais reste encore un petit accro : la base.

« TOI, T'ES CHOUETTE, MAIS TA BASE NE SUIT PAS »

Voilà en somme ce que se disent mutuellement pour conclure Georges et Edmond. C'est Maire qui attaque : « Parler de présence dans les luttes, de capacité d'imagination, de créativité, témoigne d'un langage un peu différent du langage marqué par la crainte de l'aventurisme, du gauchisme, des déviations, qui était celui employé pendant une longue période et qui a eu encore une influence certaine chez les militants CGT. Nous sentons la direction de la CGT faire des efforts et aussi avoir du mal à se faire entendre. Je parle de militants assez nombreux de la CGT ».

Georges, toujours bon enfant, reconnaît que tous les nombreux militants CGT n'ont peut-être pas « l'esprit unitaire idéal » ; mais, de son côté, il constate un décalage entre la direction et la base de la CFDT : « je ne vais pas citer tous les côtés positifs du 36ème congrès de la CFDT, revendications, tactique des luttes, etc... Mais nous avons apprécié par exemple l'effort réalisé par la CFDT dans son appréciation du rôle du gauchisme. Cependant, il nous faut bien remarquer — et je ne pense pas qu'Edmond Maire conteste mon point de vue — que toutes les con-

« Lip, c'est la persévérance, la ténacité » (Séguy)

clusions auxquelles le congrès est parvenu n'inspirent pas partout le comportement des militants de la CFDT » (Séguy pense peut-être à Lip !). Et Maire ne conteste pas !

Ainsi, ils sont d'accord sur la tactique des luttes, sur les perspectives de l'Union de la Gauche, ils sont prêts à s'entendre sur l'autogestion, ils sont à l'unisson contre les gauchistes...

ALORS, LA FUSION SYNDICALE, C'EST POUR DEMAIN ?

Séguy, encouragé par les sourires de sa partenaire cédétiste, fort de son charme style « démocratie-avancée-pour-le-socialisme-dans-la-liberté » tente d'accélérer la cadence et, mine de rien, jette en l'air une demande en mariage : « je m'excuse d'une petite incursion dans l'avenir, mais j'ai la conviction que d'une telle évolution naîtront un jour les conditions qui permettent aux travailleurs français d'être rassemblés au sein d'une grande confédération unitaire ». Du coup, la frêle fiancée se raidit : tu vas un peu loin Georges ! « Je ne crois pas que parler prématurément de l'unité syndicale est ce que l'on peut faire de mieux. Ce n'est pas qu'il faille masquer les choses, mais à chaque période, à chaque situation correspondent des nécessités »...

Voilà encore qui va être bien compris par les travailleurs, en particulier par l'immense majorité des non syndiqués rebutés par la division syndicale. Et que va dire le délégué CFDT à qui le travailleur viendra dire : « Maire et Séguy, ils sont d'accord sur l'action, ils sont presque d'accord sur les perspectives politiques. Pourquoi donc

ne fusionneriez-vous pas ? Vous pourriez discuter de ce qui vous divise dans le même syndicat ». Que répondra-t-il ? « Nous n'avons pas encore la même conception de l'autogestion socialiste » Il n'y a en effet qu'une seule condition à la fusion syndicale : le respect de la démocratie syndicale et ouvrière, le respect du débat entre les différents courants du mouvement ouvrier représentés dans le syndicat, le respect des décisions prises par les travailleurs en lutte.

Voilà le débat urgent que la CFDT et la CGT devraient engager en vue de la fusion syndicale. Voilà qui soulèverait un immense espoir dans la classe ouvrière. Mais Maire et Séguy ne veulent pas entendre parler d'un tel débat, qui les met en cause l'un et l'autre. Ils préfèrent dire aux travailleurs : quand nous serons d'accord politiquement, nous fusionnerons syndicalement. Attendez, nous vous préviendrons !

R. YVETOT

8-10-73

« LES SLOGANS DE CERTAINS GROUPES »...

Dans « Syndicalisme-Hebdo », journal de la CFDT, No 1464, on peut lire à propos de la marche sur Besançon : « on peut seulement regretter que les slogans de certains groupes comme « Rouge » aient fait si peu d'écho aux revendications des travailleurs de Lip ». Comme de juste, l'article ne dit pas un mot sur ces slogans soi-disant indépendants de la lutte des travailleurs de Lip. Peut-être les reporters de « Syndicalisme-Hebdo » ont-ils trouvé déplacé que dans la masse des mots d'ordre, il y ait des slogans sur le Chili et la libération de Michel Recanati ? Pas un mot non plus sur l'ampleur du cortège de l'extrême-gauche, pas un mot sur la minceur du cortège CGT, pas un mot sur l'absence des partis dits d'« Union Populaire » qui prétendaient, il y a quelques semaines, que l'ampleur des luttes sociales pourrait hâter les échéances politiques ; rien non plus sur les sifflets qui ont accueilli les propos de Breteau sur le programme commun...

Tout cela sans doute pour ne pas gêner le ralliement progressif de la direction confédérale à l'Union de la Gauche ! Surtout ne pas montrer que les forces essentielles qui étaient présentes à Besançon c'étaient comme syndicat la CFDT et comme courants politiques le PSU et l'extrême-gauche ! Des fois que certains militants en tirent des conclusions...

« LA CAMPAGNE DE PEUR DE LA DROITE »

Sous ce titre, « Syndicalisme-Hebdo » note que « l'affiche des CDR » menaçant les Bisontins des « hordes gauchistes » et « la campagne de rumeurs propagées par les mêmes milieux de droite ont malheureusement porté des fruits »... « Mais les faits sont là : le déroulement impeccable de la manifestation aura, espérons-le, fait comprendre aux Bisontins qui leur ment ».

On peut seulement regretter que les confédérations CGT et CFDT aient apporté de l'eau au moulin des rumeurs par leurs communiqués respectifs dénonçant avec insistance le danger de provocation de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche ! On peut regretter que « Syndicalisme-Hebdo » fasse comme si ces communiqués n'avaient jamais existé...

POUR QUE ÇA CHANGE, UNE SEULE VOIE : L'UNION DE LA GAUCHE

Bien sûr, il y a des divergences. Mais Maire reconnaît que « les choses sont sur la bonne voie et que les perspectives d'une conjonction possible entre le mouvement social et sa traduction politique se rapprochent ».

Les divergences portent sur deux points :

— Première divergence : Maire pense qu'on peut aller plus loin que le programme commun dans le sens de l'autogestion. Lip montre que, loin de diminuer le soutien populaire, cela pourrait l'accroître. Séguy est ouvert : « je ne conteste pas le fait que la position de la CFDT sur ce qu'elle appelle l'autogestion n'ait pas été l'un des éléments d'approfondissement de notre propre réflexion ». Mais il y a de fortes chances pour que tout cela ne soit qu'un jeu de mots : on changera la « gestion démocratique » par l'« autogestion », et le tour sera joué ! On a tout lieu de craindre quand Maire déclare : « il y a un problème de mots entre nous ». Ce que Séguy appelle « les réformes démocratiques sérieuses », « nous, nous appelons cela la première phase de construction du socialisme. Nous pouvons tomber d'accord y compris sur les mots ». Une affaire de mots ! La destruction de l'Etat bourgeois qui sépare la démocratie bourgeoise, aussi avancée soit-elle, de la démocratie socialiste, aussi attardée soit-elle !

— Deuxième divergence : pour Maire, le syndicat n'a pas à participer à l'élaboration d'un programme de gouvernement, car cela lui lie les mains pour l'avenir. Là encore, Séguy joue grand seigneur : « la discussion que nous allons avoir entre nos deux organisations..., nous la concevons de part et d'autre dans un esprit constructif. Je ne pense pas qu'il faille, suite à cela, frapper à la porte des partis... Mais j'ai la conviction que les partis politiques prendront en considération le résultat de notre recherche sans que nous ayons aliéné en quoi que ce soit notre indépendance syndicale et notre liberté d'action ».



« Lip c'est la capacité d'imagination, de propositions, d'initiatives » (Maire)

rennes ville en fête

Rennes le 6 octobre : à une semaine du voyage de Messmer et Galley en Bretagne, l'armée organise une fête historique : défilé au flambeau, spectacle son et lumière, reconstitution de l'histoire du régiment de la Lande d'Oué (41ème d'infanterie), en costumes d'époque...

A l'heure où les procès ne cessent de pleuvoir sur les antimilitaristes, les militants rennais ne pouvaient laisser cette parade se dérouler en toute impunité. La mobilisation est prise en charge par Rouge, Révolution ! et le PSU qui soutiennent des comités de mobilisation.

Pendant toute la semaine qui précède le 6, des communiqués de protestation passent dans la presse, des tracts sont diffusés à la population, aux lycéens, aux étudiants et sur les entreprises. Un sketch antimilitariste accompagne même la diffusion du tract. Une affiche est massivement collée.

Le 6 octobre, au soir, les militants des comités de mobilisation sont sur le pied de guerre. Ils se structurent en groupes d'intervention et se préparent à intercepter les convois venant du camp de la Lande d'Oué. Operation réussie, sur quatre convois : 100 bidasses seront touchés par la distribution, et ce, malgré un important quadrillage policier et un changement de parcours de dernière minute...

Les quatre convois sont stoppés pendant quelques minutes : le tract (ci-dessous) est diffusé aux appelés. Des bidasses accompagnent les mots d'ordre lancés par les militants en frappant le plancher des camions avec les crosses des fusils.

Le ton était donné. C'est donc à la sauvette que l'on fait défilier les bidasses dans des rues quasi désertes : le long du parcours, des militants diffusent un tract aux badauds.

Le gros morceau est le spectacle son et lumières qui suit : la police

est omniprésente : 1000 flics, gardes-mobiles, membres des compagnies urbaines d'intervention, en civils, barbouzes diverses sont là qui montent bonne garde ! On accède au spectacle en suivant un couloir formé par les cars des CRS !

Vain effort : vers 21 h 30, 300 antimilitaristes sont parvenus à se regrouper et les slogans éclatent. Pendant plusieurs minutes, la sono est entièrement couverte : « armée nationale, armée du capital ! », « Vive la fraternisation des ouvriers et des soldats ! », « Les flics hors de Lip, l'armée hors du Larzac ! ».

Alors, les flics interviennent et matraquent dans l'obscurité, mais à grand bruit, au milieu des insultes et des slogans.

A 22 h, le « spectacle » s'achève en queue de poisson. Le maire et le super-préfet prennent congé avant même que tout soit terminé.

Parmi les soldats, la manifestation a eu un impact considérable : sur le chemin du retour, les bidasses scandent « armée nationale, armée du capital ». Les crevures s'interposent et plusieurs bagarres s'ensuivent entre elles et les appelés. A l'arrière, ceux-ci refusent les dernières corvées ce qui entraîne de nouvelles enchauffées. Une centaine de bidasses s'emparent des boissons réservées au festin de l'encadrement prévu pour le lendemain ! L'effervescence et les festivités « sauvages » se poursuivent toute la nuit.

A la suite de ces événements, de nombreuses mutations d'office seraient envisagées. Les antimilitaristes restent mobilisés pour riposter le cas échéant.

Cette mobilisation est un exemple à suivre. Elle montre à quel point le contingent est sensible à toute action antimilitariste civile. Cette mémorable soirée rennaise est un jalon posé vers la fraternisation des appelés et du mouvement antimilitariste civil.

Correspondant



Les camions sont bloqués par les militants. Les tracts sont diffusés aux soldats.

Les camions sont repartis, les appelés lisent attentivement les tracts.

tract distribué aux appelés

L'ARMÉE FERA DE TOI UN HOMME

6-7 octobre : « La fête du centenaire de l'arrivée à Rennes du 41ème régiment d'infanterie » : la fête de « ton » régiment, ta « fête » en quelque sorte t'ont dit les supérieurs.

« Ta » fête ? Quelle blague ! Pour toi, ça a été des corvées supplémentaires, des sorties et des permissions supprimées... et ce soir encore on va te forcer à défilé, à montrer que tu es bien dressé, que tu es fier de ton régiment. On va même déguiser certains de tes camarades en crowns !

Cette fête, c'est celle de toutes ces ramouilles et des bedaines, civiles et militaires qui plastronnent à la tribune, pas la tienne !

Depuis plusieurs mois les manifestations anti-militaristes se sont succédées ; ils avaient tellement la trouille que pour venir à Rennes, ils quittaient l'uniforme... alors ce soir, c'est leur jour de gloire !

RAFFIN, ton colonel, n'a pas manqué de t'expliquer qu'il attendait de vous tous un comportement impeccable. Il t'a baratiné sur le rôle de ton régiment, « défenseur de la Bretagne et de la Nation ».

« Défendre la Bretagne » ? Tu parles !

Comme tes anciens, ceux qui étaient au 41ème en 14-18 : 3000 morts pour le 41ème ! et en remerciement, une citation du quartier général : « les fils de la vieille terre bretonne ont généreusement versé leur sang pour la patrie... C'est sans doute pour remercier cette « vieille terre bretonne » que le capitaine l'a maintenue dans un état sous-développé. Et aujourd'hui, les jeunes bretons ont à choisir entre les camps militaires, Citroën où ils retrouvent la bonne discipline des sous-officiers de la CFT, ou l'exode !

« Au service de la nation » ? Tu parles !

— comme en 1871 où les versaillais ont utilisé le 41ème pour écraser le soulèvement populaire de la Commune.

— comme pendant la guerre d'Algérie, où le 41ème était l'un des principaux centres d'instruction pour les appelés en Afrique du Nord.

— ou comme en 1971, où le 41ème fut utilisé pour briser la grève des éboueurs de Rennes.

D'ailleurs le 41ème RI est un Régiment de Défense Opérationnelle du Territoire, c'est-à-dire principalement destiné à réprimer les troubles sociaux intérieurs. Comme l'a dit l'ex-ministre Fan-

ton : « La DOT c'est pour que Mai 68 ne se reproduise pas ».

Et si ce n'est pas encore assez clair, il suffit d'ajouter que ceux qui commandent aujourd'hui cette armée « au service de la République », sont ceux qui hier commandaient l'armée coloniale qui écrasait les travailleurs algériens.

— à Paris, Bigeard, tortionnaire adjoint de Massu pendant la bataille d'Alger...

— et au 41ème RI, Raffin, ancien d'Algérie, et Angot, ancien de la Sécurité Militaire d'Alger, les spécialistes de la « régime » !

SOLDAT : cette armée n'est au service ni de la nation, ni de la Bretagne : Elle est au service des patrons...

SOLDAT : on t'a dit, « l'armée fera de toi un homme »

En fait, elle veut te mater : te préparer à devenir un travailleur docile devant ses chefs, à obéir à n'importe quoi ; demain ils te demanderont de briser les grèves, en remplaçant des travailleurs qui n'ont que ce moyen pour lutter.

SOLDAT : sous l'uniforme, tu restes un travailleur ; ton camp c'est celui de ceux qui luttent contre cette armée au service des patrons :

— à l'armée, * comme les soldats de Meinhem qui ont organisé des collectes de soutien aux mineurs de potasse ;

* ceux qui refusent de briser les grèves ;

* ceux qui ont collecté des cigarettes pour des grévistes et fait un tract pour les bidasses de Foch.

— à l'extérieur de l'armée, les objecteurs de conscience et les insoumis ; les lycéens et les élèves des CET contre la loi Debré...

Ton camp, c'est celui des paysans travailleurs, jeunes en lutte contre la bourgeoisie, les patrons qui les exploitent et les répriment !

Ton camp n'est pas celui des ramouilles et des flics !

* LIBERTES POLITIQUES A L'ARMÉE !

* A BAS L'ENBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE !

* NON A L'EXTENSION DES CAMPS MILITAIRES !

* A BAS L'ARMÉE DE GUERRE CIVILE !

* VIVE LA FRATERNISATION TRAVAILLEURS-SOLDATS !

Comités de mobilisation soutenus par Rouge, Révolution !, le PSU

EMBRIGADEMENT / REPRESSION PROCES

* 18 septembre : Claude Douffet, objecteur est incarcéré à la prison de Metz.

* 5 octobre : un soldat, Philippe Beuve, meurt après une marche forcée.

* 9 octobre : Henri Weber, directeur de « Rouge », inculpé d'injures à l'armée et incitation de militaires à la désobéissance.

* 10 octobre : 11 militants du GARM passent en procès à Lyon.

* 12 octobre : procès de Bernard Chamayou et Claude Carpentier à Tarbes. La veille, meeting unitaire de protestation avec Alain Krivine.

* 18 octobre : procès Cruse à Corbeil. La veille, meeting unitaire à Massy à l'appel du CDA et d'autres organisations anti-militaristes.

* 19 octobre : procès des antimilitaristes de Sedan.

pourquoi la guerre



Israël agressé ? Non. La fable du petit Etat sioniste menacé de partout par les grands Etats arabes est morte, et bien morte. De 1948 à aujourd'hui, l'Etat sioniste s'est imposé par la force, a chassé de sa terre un peuple entier, a agressé les peuples arabes en 1956 et en 1967. Israël possède une des plus fortes armées du monde. La politique sioniste est à l'origine des conflits.

● LES RAISONS DE LA GUERRE.

1 — On ne peut constamment appeler à la guerre, entretenir une armée considérable en hommes et en armement, qui occupe le centre de l'activité politique, et dans une moindre mesure économique, du pays, sans que vienne le moment de son entrée en lice. Ceci vaut pour l'Egypte, pour Israël, et pour la Syrie.

2 — La situation de guerre larvée qui prévalait au Proche-Orient depuis le cessez-le-feu d'août 1970 a débouché sur ce quatrième conflit armé en raison de l'impossibilité de parvenir à un accord de paix comme les gouvernements bourgeois arabes l'espéraient. Ces derniers ont, durant cette période, multiplié sourires et concessions pour amener l'impérialisme américain à faire pression sur Israël en vue d'un accord sur la restitution des territoires occupés.

3 — Rien de tout cela n'a été obtenu. Aussi la situation sociale dans les pays arabes a commencé à se détériorer. Grèves ouvrières et manifestations étudiantes ont ouvert le front des luttes de classes gelé par le nasserisme. L'avant-garde étudiante, en Egypte surtout, a accusé le gouvernement de capitulation devant le sionisme et de collusion avec l'impérialisme.

Pression militaire, impasse diplomatique, émergence des luttes sociales et politiques... la convergence de ces trois facteurs est à l'origine du conflit armé.

● POURQUOI MAINTENANT ?

1 — La tenue de l'Assemblée Générale annuelle de l'Organisation des Nations Unies offre un cadre diplomatique de premier intérêt aux gouvernements arabes. L'offensive militaire cherche avant tout à se faire reconnaître dans son bien fondé par les puissances capitalistes, et à faire pression pour l'application de la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967 réclamant le retrait des forces israéliennes des territoires occupés. Sinaï, Golan et Cisjordanie. Ainsi l'Assemblée Générale de l'ONU devra se saisir de la question et prendre position. *C'est un succès pour les gouvernements arabes.*

2 — Les fêtes religieuses du nouvel an juif ont fourni des conditions de surprise à l'Etat major syno-egyptien, qui ont rendu moins rapide la mobilisation des unités israéliennes de l'arrière, conférant plus de temps à la phase initiale de l'offensive arabe.

3 — Les prochaines élections législatives en Israël ont pour toile de fond le problème des territoires occupés, c'est-à-dire de leur intégration socio-économique à l'Etat sioniste moyennant un statut particulier cachant la politique de conquête coloniale. La guerre actuelle bloque ce processus, et elle bouleverse tous les plans d'investissements sionistes. Quand bien même ces élections pourraient se tenir à la suite d'une issue militaire victorieuse pour les sionistes, la question du droit d'Israël à s'approprier ces territoires est reposée devant les gouvernements impérialistes et ceux des Etats bureaucratiques.

● UNE GUERRE QUI NE REMET PAS EN CAUSE LE SIONISME

1 — Sadate, qui a ouvert l'après nasserisme, a choisi finalement de rejoindre le camp de l'impérialisme, et de prendre ses distances par rapport à l'URSS, tout en faisant armer ses troupes par le gouvernement russe. Sa politique étrangère et régionale ne

s'interpénètre plus avec celle des dirigeants soviétiques comme au temps de Nasser-Sadate, et avec lui les gouvernements syriens et irakiens, sans prendre en considération le bouffon Khadafi, ont choisi d'utiliser les clivages au sein du camp impérialiste sur la question israélo-arabe pour faire valoir leurs positions. Le spectre de la révolution représenté par la résistance palestinienne s'estompant après son écrasement militaire en septembre 1970, et l'étouffement de la lutte au Sud-Yemen rassurant l'Arabie Saoudite, une certaine unité des Etats arabes a pu se refaire sur la droite au sein même du camp impérialiste.

2 — Dans ces conditions nouvelles, il devenait possible de faire usage de l'arme économique suprême : le pétrole. Les espoirs des bourgeoisies arabes sont devenus conviction sur la voie à suivre lorsqu'une partie de la bourgeoisie américaine s'est faite l'avocate du droit des arabes. Rockefeller parla ouvertement en ce sens. Le gouvernement français confirma ses positions en faveur des bourgeoisies arabes. Ce furent les premières failles sérieuses dans les positions diplomatiques israéliennes qui rapprochèrent davantage les Etats arabes. Quand Jobert, ministre français des affaires étrangères, déclare le 8 octobre, « est-ce que tenter de remettre les pieds chez soi constitue une agression imprévisible ? », c'est d'ores et déjà une victoire diplomatique pour les bourgeoisies arabes.

3 — Tout le monde sait que les régimes arabes ne veulent pas la destruction de l'Etat sioniste. Les bourgeoisies arabes veulent sauver la face devant les peuples de la nation arabe qu'ils exploitent et mystifient, dont l'éveil politique et les luttes sociales naissantes sont l'expression de la faillite du nationalisme arabe, de ces directions galonnées à la parole creuse. Cette guerre ne met pas en cause le sionisme, elle conteste seulement son droit à occuper les territoires conquis par Israël en juin 1967. En ce sens elle se situe dans les limites des intérêts impérialistes dans la région.

● LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE

1 — Pour Israël, comme pour les Etats arabes, cette nouvelle étape de l'affrontement peut avoir des conséquences très lourdes. Une pénétration profonde des armées sionistes dans les Etats arabes, par la destruction du potentiel militaire arabe, aurait sans doute pour conséquence d'allumer le feu de la résistance populaire créant une situation de crise sociale et politique dans tout le monde arabe. Personne de Washington au Caire, en passant par Moscou, Damas et Tel Aviv, n'a intérêt à voir se développer une résistance arabe, extension de la résistance palestinienne d'avant septembre 1970.

2 — Par ailleurs, l'impossibilité pour les forces armées sionistes de vaincre rapidement et reconquérir leurs positions antérieures, pourrait avoir des effets désastreux sur l'avenir du sionisme. Le mythe de son invulnérabilité serait brisé alors qu'il a déjà été sérieusement mis à mal. Ensuite l'expansionisme sioniste étant enrayé, des luttes internes remettant en cause la nature même du régime sioniste pourraient prendre de l'ampleur en Israël.

3 — L'impérialisme et l'URSS, comme les adversaires en présence, n'ont aucunement intérêt à la défaite profonde de l'un e ou l'autre partie. Pour les marxistes révolutionnaires il convient de s'opposer à toutes les manifestations de racisme anti-arabe ou anti-juif. Il convient de faire pièce à toutes les illusions sur un caractère pseudo révolutionnaire de l'offensive des armées arabes, quand bien même le droit est de leur côté. Il faut être conscient que cette nouvelle confrontation accélère la prise de conscience des masses arabes et israéliennes sur la nature des régimes qui les exploitent et la prise en charge par elles-mêmes des véritables combats à venir.

Gérard Verjeat.
le 8 octobre 1973.

COMBAT DE MATZPEN MARXISTE



Fédératifs palestiniens emmenés vers les prisons israéliennes.

ISRAËL: UN NOUVEL APARTHEID

« Le régime institué avec la publication de ces décrets n'a pas d'équivalent dans les pays démocratiques. Même dans l'Allemagne nazie, il n'y avait pas de telles lois ».

Il s'appelle Yakov Shapiro, il est aujourd'hui ministre de la Justice de l'Etat d'Israël. Il parle ainsi, en ces termes sans appel, en 1946, des décrets d'exception en vigueur sous le protectorat britannique avant la création d'Israël. Mais ces fameuses lois dignes de « l'Allemagne nazie » ont été reprises dans la législation israélienne.

Ce court raccourci montre bien que l'Etat sioniste n'a rien à voir avec l'image béatifiante de paradis de la démocratie au Proche-Orient.

Alors que, selon le droit traditionnel, un homme est innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été prouvée, en Israël c'est l'inverse : d'après la loi sur la sécurité de l'Etat, l'homme est coupable jusqu'à ce qu'il ait lui-même prouvé son innocence.

LE PROJET D'HAIFA

Décrets d'exception, loi sur la sécurité de l'Etat : cette parodie de justice a frappé il y a quelques mois des militants d'extrême-gauche israéliens, juifs et arabes. Accusés fallacieusement d'espionnage, l'un d'eux, Rami Livneh, a été condamné à 10 ans de prison ferme. Il est fils d'un député communiste (Parti Rakah) à la Knesset, parlement israélien. Il a fait état des tortures qui lui ont soutiré les aveux les plus divers. Livneh et les autres accusés du procès de Haifa étaient jugés en vérité pour leur appartenance à un groupe révolutionnaire israélien anti-sioniste. Par leur verdict, les juges ont affirmé que mener ce combat en Israël est un crime, au même titre que la possession d'une publication palestinienne ou de tout pays arabe ennemi (10 ans de prison d'après la loi !).

Plus : le tribunal a affirmé sans équivoque lors de ce procès que quiconque lutte pour un Etat judéo-arabe démocratique et contre la discrimination nationale entre juifs et arabes porte atteinte à la souveraineté de l'Etat. Digne des juges racistes du Sud des Etats-Unis au 19ème siècle ! Digne des tribunaux d'Afrique du Sud ! Car seul un tribunal raciste, pour qui la discrimination fait force de loi, peut déclarer : « en renversant le régime et en constituant un régime judéo-arabe, selon les propres

mots de l'accusé, cet Etat juif en Palestine, Israël, cessera d'exister. C'est pourquoi nous repoussons les arguments de l'avocat de l'accusé ». L'accusé en question, Hassan Abjarieh, jugé pour délit d'opinion, sans preuves tangibles, moisit aujourd'hui en prison.

UN LOI RACISTE

La minorité arabe n'a aucun droit en Israël. Pourtant, elle représente 1/3 de la population des territoires sous domination sioniste. La dynamique expansionniste du sionisme, que la guerre actuelle met en évidence en posant le problème des territoires occupés, ne peut qu'aggraver ce visage du capitalisme israélien. En Israël, la dépossession va se poursuivre. L'accroissement de la population palestinienne (400 000 dans les frontières de 48, en comprenant Jérusalem arabe ; 1,4 million avec l'annexion de la Cisjordanie) pose aux dirigeants sionistes un dilemme. Ou annexer un maximum de territoires comprenant un minimum d'habitants, ou accepter une annexion complète qui implique politiquement une forme d'apartheid. Cette position a été défendue par Dayan. C'est elle qui semblait l'emporter avant le déclenchement des hostilités, puisque cet été les différents courants divergents du Parti Travailleuse (au pouvoir, le compagnon du PS français !) avait adopté une plate-forme allant dans ce sens. Il s'agissait de sanctionner l'occupation des territoires occupés, d'y développer les investissements et de prolétarianiser les travailleurs palestiniens sans pour autant leur octroyer une miette de droits politiques. Un tel projet n'a en effet d'autre nom qu'apartheid.

Dans « Le Monde Diplomatique », V. Cygielman écrit : « le processus d'arabisation du travail lourd et non qualifié s'est encore accéléré de 1968 à 1973, alors que près de 70 000 ouvriers palestiniens des territoires occupés accédaient progressivement au marché du travail israélien. La main-d'œuvre arabe, meilleur marché, plus disciplinée, surtout parce qu'elle ne dispose pas des mêmes facilités pour faire valoir ses droits, évince

peu à peu la masse des travailleurs juifs non qualifiés dans les usines, dans les restaurants et même dans les champs. Une petite partie des ouvriers juifs éliminés réussit à devenir superviseurs, contremaîtres et parfois même pourvoyeurs du prolétariat arabe. La majorité se transforme en un lumpenprolétariat, en des voyous potentiels et réels, dont la plupart ne voudrait même plus retrouver les emplois perdus, considérés aujourd'hui comme « dégradés » puisqu'occupés par des arabes ».

Cette évolution est inscrite au plus profond du projet sioniste. La population juive d'Israël est la victime de l'entreprise sioniste, instrument de l'impérialisme. Aucune victoire militaire d'Israël ne saurait redresser cette situation sans issue. Le caractère raciste et expansionniste de l'Etat israélien est une donnée de sa création même. La crise se situe au sein de la population juive d'Israël. Les disparités s'accroissent. 15 % des Israéliens voient leurs revenus s'accroître indéfiniment et partent tous les ans à l'étranger. 20 % luttent en vain contre les hausses des prix. De 1970 à 1972, la part du travail dans le revenu national a baissé de 80,5 % à 74 %. Pendant la même période, celle du capital augmentait de 19,5 % à 26 %. Certains deviennent de plus en plus riches, d'autres de plus en plus pauvres. Le regain de grèves ouvrières de même que la naissance du mouvement des « Panthères Noires » créé au sein de la communauté des Juifs orientaux les plus défavorisés, sont autant d'illustrations de cette crise interne à la société israélienne.

Tel est dans sa cynique réalité le visage authentique du sionisme. Non pas la libération du peuple juif, ni la réalisation de l'auto-détermination des masses israéliennes, mais l'institutionnalisation d'une hégémonie des Israéliens sur les Arabes, processus d'exploitation capitaliste spécifique à contenu colonial. Libérés, les Israéliens, dans leur super-ghetto style Fort Chabrol ? Libérés, les Juifs orientaux écrasés par la discrimination ? Libérés les travailleurs israéliens sous la férule d'une classe capitaliste avide, assistée de sa bureaucratie « ouvrière » qui fourbit des mesures anti-ouvrières ? Non !

Joseph KRASNY

Nos camarades de l'Organisation Socialiste Israélienne (Matzpen-Marxiste) mènent à l'intérieur même d'Israël, malgré la répression, un combat courageux contre le chauvinisme officiel, comme l'expliquent ces passages d'un article de Michel Warschamski, un des animateurs de Matzpen, publiés dans le N° 6 de la revue ISRAËL. Ces militants internationalistes, juifs et arabes israéliens, affirment tout haut que leur combat se place dans le cadre de la lutte générale des travailleurs du Moyen-Orient contre l'Etat d'Israël.

« L'Organisation Socialiste Israélienne (Matzpen) a toujours compris la vanité d'une propagande révolutionnaire dans la classe ouvrière si celle-ci ne se place pas dès le début sur la base d'un refus total des structures sionistes de la société israélienne.

(...) Les luttes ouvrières du prolétariat israélien n'auront de signification politique et de perspective que dans le cadre d'une lutte générale contre l'Etat d'Israël, c'est à dire contre le rôle politique que joue le sionisme dans le conflit qui oppose l'impérialisme et les masses arabes. La seule perspective révolutionnaire du prolétariat israélien est de lier ses luttes à celles du mouvement prolétarien de la région, non pas seulement contre ses exploitateurs locaux, mais surtout contre les véritables patrons de leurs exploités, l'impérialisme et ses alliés locaux, que ce soient les régimes féodaux et bourgeois dans les pays arabes, ou que ce soit l'Etat sioniste. Il faut ajouter que, si le rôle futur de l'organisation révolutionnaire est très important en Israël, ce sera le développement des luttes révolutionnaires dans les pays arabes qui sera déterminant pour le développement de la conscience de classe du prolétariat israélien.

(...) Si la première tâche des révolutionnaires israéliens est de politiser la lutte du prolétariat en liant celle-ci à la fonction que remplit l'Etat d'Israël dans l'ensemble du processus révolutionnaire de l'Orient arabe, sa seconde tâche n'est que la conséquence organisationnelle de la première, c'est à dire de lier la lutte du prolétariat israélien à celle de l'ensemble des masses exploitées de la région.

(...) C'est parce que nous considérons l'Orient arabe comme une unité et que nous voyons sa dynamique révolutionnaire comme un tout indivisible que notre objectif est de contribuer à la réalisation de son outil organisationnel — le parti révolutionnaire de la région. Il ne s'agit pas là de liens fraternels et internationalistes entre les partis révolutionnaires égyptiens, syriens, israéliens, etc... comme nous entendons les liens entre les partis révolutionnaires français et italiens par exemple, mais de la constitution du parti révolutionnaire régional sur la base d'une stratégie globale et unique pour les noyaux révolutionnaires des différents pays de la région ».



Combattants palestiniens, maîtres d'un char jordanien, en septembre 1970

SAUVER LA FACE

Roitelet, play-boy et tortionnaire de son état, Hassan II veut sauver la face. Derrière les appels lyriques à « laver l'affront sioniste », derrière l'envoi de troupes marocaines sur le champ de bataille, rien que la prétention de gagner quelques miettes supplémentaires en faisant pression sur l'impérialisme, uniquement la volonté de se fabriquer un masque anti-impérialiste pour pallier l'effritement de la base sociale de son régime.

Mais rien n'y fera. Si certains gardaient quelques illusions encore, les récents procès de militants progressistes marocains les dissiperont. Le verdict de l'un d'entre eux, le procès de Kenitra, a condamné à mort 16 militants accusés de participation à des actions armées en mars 73. 72 autres accusés acquittés et 8 condamnés à des peines de prison avec sursis ont été « libérés » : ils ont en fait disparu, leurs familles les ont attendus en vain à la sortie du tribunal. Après un long silence, le gouvernement a déclaré qu'ils avaient été à nouveau appréhendés. Bref, les magistrats, pourtant à la botte du régime, sont trop mous, alors rebelote !

Hassan II a une haute conception de la justice. Aziz Memebhi et Abdelwahed Belekbir ont dû s'en rendre compte. Dirigeants de l'Union Nationale des Etudiants Marocains, déclarés en fuite au procès de Casablanca, cet été, en fait, ils n'ont pu s'échapper des griffes de leurs tortionnaires. Crouissent-ils au fin fond du bagne d'Assa, dans le sud marocain ? Ont-ils succombé aux tortures ? Personne ne le sait. Mais, imperturbable, la « justice » d'Hassan les a condamnés à la prison à vie. Par contumace...

L'ECLATEMENT DE LA RESISTANCE

La Résistance Palestinienne a amplifié ses activités au sein même des territoires occupés depuis le déclenchement de la quatrième guerre israélo-arabe. Il faut souligner que la presse bourgeoise passe sous silence ces activités. Pourtant, dans un communiqué, le Comité Exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine appelle les masses palestiniennes, jordaniennes et arabes en général à porter les armes, ce que nous soutenons, mais sans critiquer les régimes qui pourraient les armer et ne le font pas par intérêt de classe.

Or, aujourd'hui, le grand danger pour la Résistance serait de s'allier inconditionnellement avec ceux qui hier l'ont baillonnée et réprimée et qui, très bientôt, vont tenter de négocier avec le gouvernement sioniste dans le dos du peuple palestinien. Car cette guerre, même si elle permet de démystifier l'invincibilité de l'armée sioniste, ce qui est positif car favorable à une remontée des luttes des travailleurs arabes, n'est que la poursuite, avec d'autres moyens, d'une même politique. Politique des bourgeoisies arabes visant à l'application de la résolution de l'ONU, c'est à dire à une négociation de fait avec Israël, même si ces négociations prennent des voies diplomatiques sinieuses et tourmentées.

Si les pressions des régimes arabes aboutissent, l'existence politique de la

La Résistance a été encore affaiblie ces derniers mois par les régimes arabes, notamment par le Liban et la Syrie (répression, fermeture de la radio palestinienne à Damas, contrôle sévère des activités des organisations palestiniennes, etc...). Cette faiblesse est telle que de nombreux militants cherchent d'autres voies, parfois de manière désespérée. Des actions de

commandos telles que le détournement du boeing de la Japan Air-Lines en juillet, ou la prise d'otages à l'ambassade d'Arabie Séoudite début septembre, au-delà des simples faits, illustrent le processus d'éclatement du mouvement palestinien. La direction du Fath dénonce les activités de tels commandos. Yasser Arafat compare ces commandos à l'OAS ce qui est pour le moins scandaleux et se compare, lui, à De Gaulle (déclaration faite à Alger pendant la conférence des pays non alignés), sans pudeur, mais il n'offre pas de perspectives à ces militants.

Pour ces raisons, il est moins que jamais question de cacher nos divergences avec toutes les directions de la Résistance. Celle, majoritaire, du Fath, qui tente de concilier le contradictoire, à savoir s'insérer dans le concert des régimes bourgeois arabes et refuser une solution négociée avec Israël ; celle des organisations qui sont apparues à la gauche du Fath dans les années 68-69-70 (Front Populaire et Front Démocratique) et qui aujourd'hui, sous un verbiage gauche, ne proposent pas d'alternative concrète par rapport au Fath.

Cette crise réelle de la Résistance, qui se manifeste quotidiennement et qui permet aujourd'hui aux bourgeoisies arabes de reprendre l'initiative, est très dangereuse. De nouvelles avant-gardes sont en train de naître dans tous les pays de l'Orient arabe : leur tâche est lourde. Elle peut être, si les directions actuelles disparaissent de la scène politique, d'organiser une nouvelle résistance. Nous sommes persuadés que cette heure viendra. Et nous sommes décidés à ne pas permettre en premier lieu au gouvernement et à l'armée sionistes, ensuite aux régimes arabes, de liquider la Résistance Palestinienne.

Yann FREDER

COMMENTAIRE DE ROUGE

1) La 4ème guerre israélo-arabe qui vient de se déclencher n'est qu'une suite logique de l'instauration par la force de l'Etat sioniste en 1948 contre les peuples arabes. Tant qu'existera cet Etat raciste et expansionniste, gendarme de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, aucune paix n'est possible. Le gouvernement sioniste porte la responsabilité de la situation.

2) Pour les masses arabes, la lutte contre le sionisme est donc une nécessité absolue, une des tâches essentielles de leur combat anti-impérialiste. Depuis la défaite des armées arabes, elles se sont tournées vers la Résistance Palestinienne, porteuse de leurs espoirs.

3) Ce sentiment est si fort que les gouvernements bourgeois arabes ont dû répondre à leur attente, en essayant de stopper ainsi les luttes des travailleurs et de la jeunesse arabes contre leurs propres bourgeoisies, notamment en Egypte.

Rouge, face à tous ceux qui tentent de renvoyer dos à dos les régimes arabes et Israël, déclare qu'il a toujours soutenu les mobilisations visant à la libération des territoires occupés par Israël en 1967 dans un premier temps et la Palestine ensuite.

4) Mais les bourgeoisies arabes, même si elles peuvent répondre parfois aux pressions des masses, ont été et seront incapables de lutter contre le sionisme et encore plus d'apporter une solution internationaliste au conflit, conforme aux intérêts des travailleurs de la région. Pour ces raisons, Rouge dénonce l'incapacité des bourgeoisies arabes, leurs manœuvres visant à négocier sur le dos du peuple palestinien et rappelle que ces bourgeoisies répriment quotidiennement les travailleurs et la jeunesse de leurs pays, qu'elles ont participé et participent encore toutes à l'étouffement et aux tentatives de liquidation totale de la Résistance Palestinienne.

5) Rouge réaffirme qu'il soutiendra toute lutte armée visant à libérer les territoires occupés par Israël et, dans l'immédiat, face aux manifestations sionistes dans le monde entier et notamment en France, appelle tous les anti-sionistes à se mobiliser pour soutenir les droits des peuples arabes, notamment du peuple palestinien.

6) En Israël même, le gouvernement, en renforçant la propagande chauvine, réactionnaire et raciste, peut profiter de la situation pour accentuer la répression qui frappe depuis plusieurs mois les Juifs et les Arabes anti-sionistes. Rouge défendra ces militants révolutionnaires internationalistes inconditionnellement et appelle les organisations ouvrières et démocratiques à les défendre.



pour une solution internationaliste



Défendre les intérêts généraux du prolétariat du Moyen-Orient, telle a toujours été la position de la Quatrième Internationale face au conflit israélo-arabe.

Cette position signifie :

- Appeler tous les travailleurs juifs à une lutte solidaire pour le socialisme aux côtés des travailleurs arabes et palestiniens.
- Dénoncer l'idéologie sioniste qui aliène la classe ouvrière israélienne.
- Revendiquer le droit du retour des réfugiés palestiniens.
- Lutter pour l'intégration de la minorité juive hébraïque d'Israël au sein d'un Moyen-Orient socialiste en tant que minorité nationale.
- Soustraire le combat des peuples arabes contre Israël à la domination des directions nationalistes et particulièrement l'aile petite-bourgeoise de la Résistance Palestinienne, parce qu'elles refusent la lutte contre l'ensemble des alliés impérialistes de la région : Israël et la réaction arabe.
- Refuser tous les chauvinismes pour s'atteler à la tâche révolutionnaire essentielle : souder en une alliance de classe tous les mouvements socialistes révolutionnaires du Moyen-Orient.

Ces positions, la IVème Internationale les a toujours défendues. En 1948, lors de la création d'Israël, alors que l'URSS stalinienne se faisait complice avouée du sionisme. En Israël, où l'action de ses militants juifs et arabes, issus de l'ancien groupe trotskyste palestinien, a été à l'origine de la permanence d'un front anti-sioniste au sein de la population israélienne et, aujourd'hui, de l'existence du groupe Matzpen (marxiste), sympathisant de la IVème Internationale. Dans les Etats arabes, en travaillant à la constitution de noyaux d'une avant-garde marxiste-révolutionnaire dont la revue « Al Mounadel », publiée par le Groupe Communiste Révolutionnaire du Liban, est une première pierre.

le stalinisme et Israël

L'Humanité titre : « Israël et les milieux impérialistes sont responsables de la situation actuelle ». Brejnev, secrétaire général du PCUS, déclare : « nos sympathies vont aux Arabes », « la Syrie et l'Egypte ne doivent pas rester seules dans la lutte ». Bref, c'est l'existence même de l'Etat sioniste, fait colonial, gendarme de l'impérialisme au Proche-Orient, qui est cause de la crise.

Quoi de plus juste ? Certes. Mais aussi quel manque de pudeur. A lire ces déclarations, on pourrait croire que depuis la création d'Israël en 1948, l'URSS et le PCF se sont opposés avec constance à la colonisation sioniste.

Il n'en est rien. Bien au contraire. Le premier Etat à reconnaître Israël a été l'Union Soviétique. Plus, en 1948, sur l'ordre de Staline, la Tchécoslovaquie livra quantité d'armements et d'avions Messerschmidt au nouvel Etat. Ceux qu'assassinèrent ces bombes et ces balles « socialistes » n'étaient autres que les Palestiniens.

La bureaucratie soviétique est pleinement responsable de la tragédie du peuple palestinien. Elle a applaudi des deux mains à la création d'Israël. Les citations suivantes le prouvent :

— Déclaration de Gromyko aux Nations Unies le 21 mai 1948, contre les mesures militaires des Etats arabes :

« La délégation de l'URSS ne peut manquer d'exprimer l'étonnement que lui cause l'attitude adoptée par les Etats arabes dans la question palestinienne ; nous sommes tout particulièrement surpris de voir que ces Etats, ou du moins certains d'entre eux, se sont décidés à en-

voyer des troupes en Palestine et à prendre des mesures militaires dans le but d'anéantir le mouvement de libération nationale qui se manifeste dans ce pays ».

Ainsi, le mouvement sioniste est un mouvement de « libération nationale » !

— Déclaration de Malik aux Nations Unies le 3 mars 1949 :

« En effet, chacun sait qu'Israël est un Etat pacifique qui exécute loyalement les décisions de l'Organisation des Nations Unies et, notamment, les instructions du Conseil de Sécurité ».

— L'Humanité le 19 mai 1948 : le Parti Communiste Français salue chaleureusement la naissance de l'Etat d'Israël :

« Au cours du grand meeting qui s'est déroulé hier soir au Vel' d'Hiv', à l'occasion de la naissance de l'Etat d'Israël, Florimond Bonte, membre du Comité Central, député de Paris, a pris la parole au nom du Parti Communiste Français devant 40 000 personnes.

« Au nouvel Etat juif, surgi au milieu des plus pénibles souffrances et au cours de combats héroïques des meilleurs fils d'Israël, a-t-il déclaré, j'apporte ici le chaleureux salut de bienvenue du Parti Communiste Français, toujours solidaire des combattants de la liberté, de la démocratie et de l'indépendance ».

Puis Florimond Bonte, maintes fois interrompu par des applaudissements enthousiastes, a montré tout l'appui qu'apporte à la lutte des Juifs le Parti Communiste dont les députés ont, les premiers, signé la résolution de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide en faveur de la création d'Israël ».

la voix de l'internationale

en 1948

☐ Lors de la guerre des six jours, la position de la IVème Internationale fut sans équivoque. Elle condamna l'agression israélienne. Elle affirma que l'Etat d'Israël joue « un rôle réactionnaire dans le Moyen-Orient, au service de l'impérialisme et contre le mouvement d'émancipation des masses arabes ». Elle adopta une position de soutien à l'Egypte et à la Syrie face à l'agression. Non qu'elle se fit des illusions sur le caractère résolument anti-impérialiste de ces régimes, mais parce qu'il ne pouvait être question de renvoyer dos à dos Israël et les pays arabes. C'eût été effacer le rôle d'Israël comme plaque-tournante majeure de l'impérialisme dans la région.

« Dans le conflit que les sionistes ont provoqué et qui est loin d'être conclu, même si les opérations militaires sont arrêtées, la IVème Internationale estime qu'il est du devoir du mouvement ouvrier international de rejeter de la façon la plus énergique toute position équivoque ou eclectique. Nous ne sous-estimons pas la complexité des problèmes qui se posent, notamment du problème du sort des masses juives installées dans cette région du monde qui ne sont nullement responsables des crimes de l'impérialisme et de l'Etat sioniste. Mais, si tous ces problèmes doivent être soigneusement examinés dans l'élaboration des solutions, au moment où la lutte est déclenchée et se poursuit, le mouvement révolutionnaire est résolument aux côtés des pays arabes et de leur révolution anti-impérialiste, contre l'Etat d'Israël ».

en 1967

☐ Voici ce qu'écrivait la revue « Quatrième Internationale » en 1948

« Ce que nous avons déclaré au moment de la décision de l'ONU du partage de la Palestine (« IVème Internationale », janvier-février 1948) reste complètement justifié en ce qui concerne le nouvel « Etat » miniature d'Israël. Loin de résoudre la question juive, il va lui donner une acuité encore plus tragique non seulement en accentuant les tendances anti-sémites en Grande-Bretagne et dans les pays du Proche-Orient, mais aussi et surtout en cristallisant les sentiments anti-impérialistes des masses arabes dans tous les pays environnants. Même abstraction faite de l'attitude des grandes puissances, cet Etat n'a aucun avenir historique. Sujet à des crises et à des convulsions permanentes — la guerre civile permanente n'ayant été évitée que par le nettoyage complet de tous les villages arabes sur son territoire — il sombrera dans une effroyable boucherie à une prochaine étape de la révolution arabe si le prolétariat juif ne se détache pas à temps du chauvinisme sioniste. La tâche des révolutionnaires juifs en Israël est de préparer cette rupture, leur ligne politique doit rester inébranlablement celle de la lutte contre le partage de la Palestine, pour la réintégration du territoire d'Israël dans une Palestine unie, dans le cadre d'une fédération des Etats arabes du Moyen-Orient qui garantirait à la minorité juive tous les droits d'autonomie culturelle nationale ».

les grandes manoeuvres de rentrée

Chez les postiers, le personnel hospitalier, les profs, dans toute la fonction publique, il y a des revendications en retard.

Encore une fois le type d'initiatives proposées par les syndicats c'est la semaine d'action, avec une journée de grève le jeudi 11 octobre et manifestation à Paris.

Journée d'action. Grève de 24 heures Dans les PTT, depuis 71, il y en aura bien eu près d'une trentaine !

Mais c'est la 1ère fois depuis longtemps qu'il y a un appel unitaire des 3 syndicats, CGT, CFDT, FO. Ce fait produit déjà un effet plus mobilisateur que la routine habituelle.

Autre indice, malgré l'abstention de la FEN, perçue dans le reste de la fonction publique comme une trahison, les syndicats de la Recherche, du SNFS et du SNESup se joignent à leur tour à l'action (le SNES demandant à la FEN de réviser sa position)

UN AXE, LE POUVOIR D'ACHAT

Le gouvernement a cherché à prendre les devants en accordant 3% au 1er octobre contre les 1,25% prévus. Il ne fait qu'accélérer de la sorte les augmentations prévues pour novembre.

Pour rattraper le retard, les syndicats se sont mis d'accord sur une revendication unitaire : 6% dont 3% plus dix points. D'où vient ce mélange de revendications hiérarchisées (pourcentages) et de revendications uniformes (points) ?

D'un compromis entre la CGT et la CFDT. Initialement, la CFDT réclamait une augmentation uniforme des salaires en points (sans la chiffrer).

La CGT une augmentation en % Du coup, on hérite d'un mot d'ordre au caractère hybride et en retrait :

- la CGT de l'équipement estime, elle, la revalorisation nécessaire à une augmentation de salaire unitaire de 40 points. (40 points, c'était l'écart existant en 70 entre les plus bas salaires et le salaire de 1000 F réclamé par la CGT).

Le point faible : l'absence de revendications sur l'échelle mobile des salaires dans une mobilisation centrée sur le pouvoir d'achat.

LE JEUDI 11 ET APRES ?

Un exemple, les PTT qui se présentent comme un point chaud de la grève :

Le sentiment qu'on ne peut en rester là est largement partagé.

Pour répondre à cette attente, les syndicats proposent une grève tournante par région. Quelle peut être son efficacité ?

L'exemple antérieur de la Seine-Saint-Denis est là pour montrer qu'une telle grève permet d'unifier les différents secteurs et les différents centres. Autre avantage : ce type de grève facilite les campagnes d'explication auprès de la population. Dans les Ptt, on évite par ailleurs l'effet diluant qu'entraînent les grèves tournantes dans d'autres secteurs : il y a automatiquement blocage du courrier et des retards à rattraper, s'accumulant au fur et à mesure de la grève. Ainsi, sur la question des effectifs, des conditions de travail, une

grève par région ou par centre peut s'avérer efficace dans les Ptt. Par contre sur les mutations, l'auxiliaire, les salaires, l'enjeu est à l'échelle nationale

Comme dans les autres secteurs de la Fonction Publique.

Les lendemains de la journée du 11 sont d'autant plus décisifs.

mercredi 10 octobre (ROUGE boucle le mercredi, veille de la grève; le compte rendu détaillé de cette journée sera donc pour le prochain numéro...)



préparation de la journée du 11 octobre par la Taupé Rouge Assistance Publique

pasteur: lutte contre les licenciements

Il y a six mois, la campagne pour l'appel Pasteur battait son plein, à grand renfort de majorettes et de Mireille Mathieu. Les maires étaient mobilisés et toutes les chaînes de télévision invitaient « l'opinion » à verser les 5 F « pour la recherche », gigantesque farce qui éclate fin septembre : Jacques Monod, directeur de l'Institut, annonce 140 licenciements, soit environ 12% du personnel, dans son « plan de sauvetage » de l'Institut. Un plan qui prévoit la liquidation pure et simple d'un grand nombre de services, décrits comme les moins directement liés à la « tradition pastoriennne » : en fait les services les moins directement rentables. Suite logique d'une politique qui a déjà entraîné le démantèlement de l'Institut (séparation recherche/production) et qui s'intègre parfaitement à la politique gouvernementale de la recherche. Monod qui, jusqu'à présent jouait de sa réputation de « grand scientifique » et d'homme de « gôche » se comporte là, purement et simplement comme un patron avec un grand mépris des travailleurs.

DES ASSEMBLEES GENERALES SAUVAGES AUX PREMIERES MANIFESTATIONS

Les réactions sont immédiates : Assemblée générale sauvage, puisque Monod refuse le grand amphi pour la réunion du personnel. Accueil par les pastoriens eux-mêmes des journalistes convoqués à la conférence de presse de Monod.

Toute de suite la décision en AG est prise : n'accepter de discussion avec Monod que sur un plan ne comportant aucun licenciement.

Pendant 15 jours, cependant aucune action n'est entreprise. Le personnel est simplement convié à appuyer les contre-propositions syndicales au « plan de sauvetage » du patron :

Que l'Etat accorde le remboursement à 100% de celles des prestations de l'IP qui sont notoirement d'utilité publique et le budget de l'Institut se trouve équilibré, sans licenciement de personnel.

Aux yeux de Monod, tout remboursement au-delà de 50% entraîne un premier pas vers la nationalisation, la main-mise de l'Etat, la perte de l'indépendance et de l'autonomie pastoriennne, la fin de la liberté de la recherche.

Mais Monod prend sans doute pour une liberté le licenciement de 12% du personnel aujourd'hui, avec le risque de nouveaux licenciements pour l'avenir. Or, c'est là la véritable question en jeu aujourd'hui pour la défense de la recherche à l'Institut Pasteur.

Pour la première manifestation, malgré une préparation hâtive, (elle est décidée le lundi 8 pour le mardi 9), près de 500 travailleurs défilent plus d'une heure dans

le quartier avec les mots d'ordre : « A Pasteur comme à Lip, aucun licenciement », « Monod-Giraud, même topo ».

D'autres manifestations sont prévues : - jeudi 11 octobre, celle de la fonction publique

- une nouvelle manifestation de quartier le lundi, qui mieux préparée devrait faire la jonction avec les travailleurs des entreprises avoisinantes.

Jusqu'à présent, seul ce type d'initiative a été prévu et le débat sur la grève a été escamoté.

Mais des militants proposent de discuter en AG le mot d'ordre de grève :

Bien entendu, l'Institut Pasteur n'est pas Renault : on ne peut y décompter les voitures qui ne se font pas, par jour de grève. Mais la grève est le seul moyen de donner l'élan à une véritable campagne de popularisation. Seule, elle peut permettre que tous les travailleurs aient du temps pour y participer.

Correspondant
Le 9 octobre 73



Manifestation de l'IP dans le XVème arrondissement, le mardi 9 octobre.

LIP AU FINISH

Le gouvernement a fait clairement son choix. La marche sur Besançon du 29 lui a montré la force extraordinaire de la solidarité qui entoure les Lip. Mais elle a confirmé aussi la molesse et la gêne des directions confédérales. Mettant à profit cette attitude et aussi le silence incroyable de la presse, il a décidé de frapper un grand coup.

Giraud a posé un ultimatum : 160 personnes nonreprises, l'ancien statut social totalement remis en cause, tout accord désormais lié à la bonne marche de l'entreprise ; aucune garantie des avantages acquis, c'est à prendre ou à laisser. Le 13 octobre, si les travailleurs n'acceptent pas ces bases d'accord, tout sera vendu par le Syndic. Giraud rend son tablier. Le chantage était clair ; il fallait répondre.

LA CGT-LIP : « un tournant de la situation » ; accepter les «reclassements extérieurs»

Avant même les dernières négociations avec Giraud, la direction locale de la CGT se prononce sans ambiguïté pour éviter à tout prix la rupture, quitte à mettre de l'eau dans son vin lors des négociations. Comme le dit le tract CGT distribué le lundi matin :

« Si Giraud quitte la négociation, l'apparence (sic) fera porter la responsabilité de la rupture aux travailleurs de Lip »

Le choix est donc entre « aller à l'aventure » ou « imposer à Giraud les meilleures garanties possibles. »

Ce qui signifie en clair abandonner le mot d'ordre *Non aux licenciements*, se battre pour que les réembauches dans l'entreprise soient le plus nombreuses possibles, mais admettre qu'il y ait des « reclassements extérieurs », c'est-à-dire des emplois hors de Lip, sans la moindre garantie, compte tenu de la situation de l'emploi dans la région.

LA CFDT-LIP : relancer la solidarité, reprendre l'initiative

Ce même lundi matin, la CFDT-Lip tient un tout autre langage. D'abord, contre les propos défaitistes, elle souligne que les Lip sont loin d'être isolés :

« - Le courrier qui est reçu et qui vient de toutes les couches de la population, ce courrier est aussi volumineux qu'il y a trois mois, sinon plus, après la marche.

- les meetings et même les projections de films Lip obtiennent un succès important qui ne diminue pas, bien au contraire. Les salles retenues sont souvent trop petites.

- les initiatives de soutien dont nous apprenons l'existence, où des travailleurs, la population rivalisent d'imagination pour nous. Les reproductions, les diffusions, les affichages réguliers de *Lip-Unité* dans toute la France... Distributions de *Lip-Unité* entre 30 et 50 000 exemplaires à partir de Besançon et plus de 300 000 exemplaires par reproduction pour les seuls points de diffusion que nous connaissons. Les multiples initiatives de popularisation de notre lutte, dans les entreprises, les villes, les quartiers, les lycées. On n'a jamais vu un soutien pris en charge tellement en profondeur dans les quartiers, les entreprises, par des personnes qui se révèlent comme des forces nouvelles pour la lutte. La marche sur Besançon avec la présence de plus de 100 000 personnes, est une preuve récente que la popularité de notre lutte, malgré l'intoxication de la presse, reste

intacte. Combien nous ont dit : s'il le faut nous revenons !

Notre mouvement soulève une espérance énorme parmi les travailleurs. Nous contestons en effet le droit énorme du patronat de disposer librement des travailleurs, de décider sans contrainte de leur lieu de travail, de leur emploi. Pour des millions de travailleurs, c'est cela le sens d'une lutte efficace contre les licenciements et le démantèlement. »

Et le tract propose de nouvelles initiatives pour relancer la lutte :

- refaire un manifeste distribué massivement

- augmenter le nombre des mini-commissions Lip-Unité dans de nombreuses villes

- intensifier les meetings et actualiser un dossier pour ces meetings

- opération « 6 heures avec les Lips » dans 10 villes. Le samedi local préparé.

Popularisation préparée plusieurs jours à l'avance, films, documentation, discussions. 150 travailleurs pour cette opération (15 par ville)

- travail des organisations syndicales pour populariser dans toutes les unions locales

- susciter des meetings, des discussions sur les problèmes de fond de la lutte des Lips : démantèlement, restructuration, licenciements, etc...

Ceux qui voient tout en noir, ce sont ceux qui ne vont pas dans les meetings, ceux qui ne travaillent pas dans les commissions.

De nombreuses autres idées peuvent être prises en compte pour notre lutte, l'important étant pour nous de garder toujours l'initiative par l'offensive, plutôt que de se lamenter sur une soi-disant baisse de popularité sans réagir.

NOTRE LUTTE DOIT RESTER DYNAMIQUE. LES LIPS SONT TOUJOURS CAPABLES D'EN FAIRE LA PREUVE. NOUS VAINCRONS. »

UNE ASSEMBLEE MEMORABLE

Donc le lundi 8 octobre au matin se tient une AG (à huis-clos). Les Lips s'en souviendront longtemps !

Les responsables de la CGT tiennent le langage de la compromission : il faut savoir terminer une grève, il faut savoir « changer de tactique ». A vrai dire ce n'est même pas la CGT, mais en réalité la fraction du PCF dans la CGT qui tient ce triste langage. Conspués, ils sont isolés dans l'assemblée générale : 15 voix contre 749 ! Le résultat se passe de tout commentaire. Les militants et sympathisants eux-mêmes de la CGT n'ont pas suivi. Ecœurés, onze d'entre eux déchirent leur carte syndicale.

Visiblement, ni Giraud, ni la fraction du PCF dans la CGT n'ont rien compris aux sentiments qui animent ces 1300 ouvriers. Depuis 6 mois, leur objectif central c'est le NON aux licenciements, depuis 6 mois ils se sont durcis ; ils ont sillonné la France et l'étranger ; ils ont appris à parler, à riposter de façon offensive à toute attaque patronale. Hier, certains d'entre eux ne s'intéressaient pas à la politique ou même votaient UDR. Aujourd'hui, ils sont convaincus que seule la lutte paie ; que si demain ils gagnent sur le problème des licenciements, la lutte ne sera pas terminée pour autant. Ils sont convaincus qu'il faudra un jour foutre en l'air ce régime d'exploiteurs et de matraqueurs. Le 29 septembre, leur a montré qu'ils n'étaient pas seuls.

Ils ne sont pas prêts à accepter de « lâcher » 160 d'entre eux, à capituler devant le chantage de Giraud.

SEGUY : EN FINIR A TOUT PRIX

La direction de la CGT allait-elle respecter les décisions prises à une majorité écrasante par l'assemblée générale des travailleurs de Lip. A entendre les couplets traditionnels sur la démocratie syndicale et la démocratie ouvrière, on aurait pu le croire. En fait il n'en fut rien et cela depuis longtemps :

- depuis le 14 août par exemple, malgré le vote de l'AG, ils refusent de vendre des montres (ce serait inopportun vu les négociations...)

- après l'AG, du lundi 8 octobre, un communiqué CGT déclara sans ambages : « Le syndicat CGT considère le vote à mains levées qui a eu lieu ce jour comme n'ayant pas de signification quant aux positions respectives de chaque organisation. En effet, ce vote a eu lieu dans la



plus grande confusion, le déroulement du vote s'est fait dans un climat de pression morale ne permettant pas aux travailleurs et aux travailleuses de s'exprimer librement, etc, etc... »

- Revenant à la charge, les responsables CGT n'hésitent pas à briser l'unité en proposant un vote à bulletins secrets dans l'usine d'Ornans en commun avec la CGC et FO... Diviser à tout prix, affaiblir le mouvement pour pousser à la reprise.

Voilà son but.

- Mais, toutes ces manœuvres ne donnant pas les résultats escomptés, Georges Séguy en personne se lance dans la bataille, jetant tout son poids de dirigeant confédéral pour cette mauvaise cause. Mercredi midi, sur les antennes de la radio, il s'en prend publiquement au syndicat CFDT de Lip qui « n'agit pas dans un esprit unitaire et loyaliste » (!)

Non content de cette dénonciation de ceux qui mènent la lutte depuis 6 mois, il attaque « la tentative d'introduire dans la conduite de la lutte et même de la négociation des éléments étrangers à l'entreprise dont l'unique but est le prolongement du conflit dans un sens politique contraire aux intérêts des travailleurs. »

Calomnie scandaleuse et apolitisme surprenant surtout chez un homme qui avait tout fait au mois d'août pour se servir du conflit Lip afin d'augmenter la vente du Programme Commun.

Mais Séguy va plus loin encore : il prédit la défaite et se déclare prêt à dénoncer les dirigeants de la grève : « Nous sommes conscients que le risque existe d'une défaite de Lip, lourde de conséquences pour les travailleurs de cette entreprise, mais également pour le mouvement syndical. La CGT n'hésitera pas à dénoncer la responsabilité du gouvernement et du patronat, mais également des éléments irresponsables dans cette lutte ».

Une telle démarche, à un tel moment ne peut pas porter d'autre nom que celui de trahison.

DES PAROLES AUX ACTES

« Vous savez, il existe un code d'honneur du mouvement syndical ouvrier. Selon l'un de ses grands principes, on ne frappe jamais dans le dos un camarade en lutte contre l'adversaire commun, même si l'on n'est pas d'accord avec ses moyens d'action ».

Déclaration de Georges Séguy à RTL le 5 juin 1972.

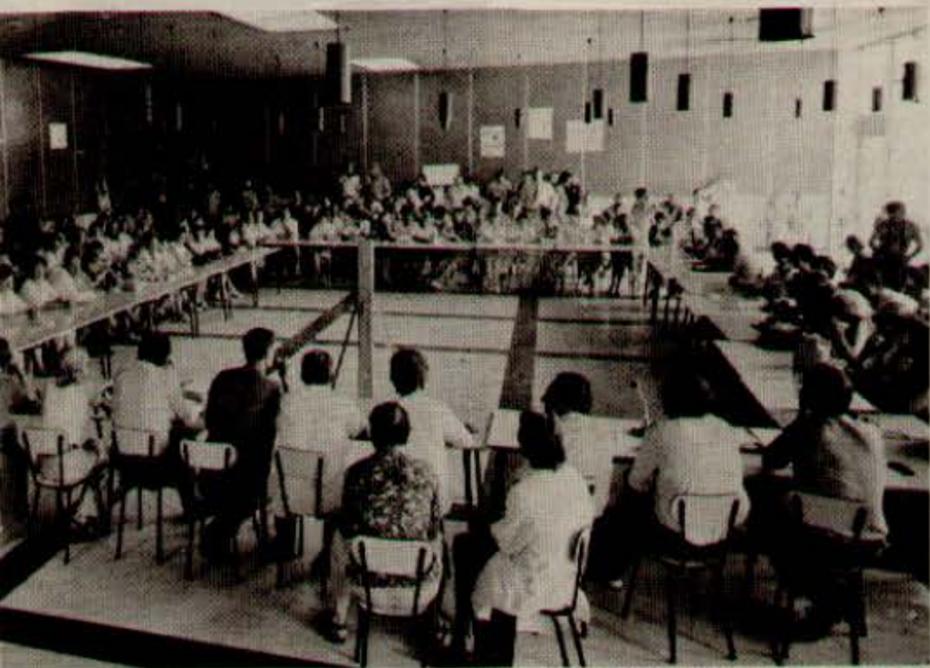
EDMOND MAIRE : « C'est la fièvre d'été qui a porté l'essentiel de ce conflit »

Il ne s'agit pas d'attaquer la direction CGT pour mieux redorer le blason de la direction CFDT, car là aussi bien des réserves sont à faire ; elle a été souvent en retrait, voire en contradiction, avec les prises de positions de la section locale Lip.

Maintenant, l'heure n'est plus aux grandes déclarations de meetings ; la lutte arrive à un cap décisif, et l'on voit Maire se livrer à un jeu savant d'équilibriste entre sa volonté de récupérer le prestige des Lips et celle de ne pas se couper de la



Giraud : « c'est à prendre ou à laisser »



Il y a 3 mois, déjà : c'était le 14 juillet à Besançon

CGT, et de la perspective d'une Union de la Gauche renouée.

« La confrontation entre les forces autogestionnaires et les forces essentiellement attachées au changement des structures centrales peut déboucher sur une alliance équilibrée, une complémentarité dynamique dans l'action » écrit-il à la fin d'un livre qui vient de sortir sur la grève de Lip.

Après l'attaque violente et publique de Seguy contre les « irresponsables » de la CFDT Lip, il répond le même jour avec sérénité à la radio, que tout cela vient de la « fièvre d'été », et qu'il s'agit d'un simple « écart », d'un « accès de mauvaise humeur » de Georges Seguy, qui ne modifie pas les conditions de l'unité.

Beaucoup de travailleurs de Lip auraient sans doute préféré qu'il soit plus clair tant sur la position de Seguy que sur le chantage de Giraud et la riposte à y apporter.

UN OBJECTIF CRUCIAL : PRESERVER L'UNITÉ DES LIP DANS LA LUTTE

La force des Lips, ce qui leur a permis de tenir depuis 6 mois, c'est leur cohésion, leur combativité unie, dans les assemblées générales, dans les commissions, dans le nom même du bulletin « Lip-Unité ». Aujourd'hui, cette unité est menacée par les manœuvres de sabotage de la fraction du PCF, mais aussi par les pressions de la confédération CFDT. La démocratie ouvrière est en question.

C'est pourquoi, la lutte doit faire un nouveau pas dans ses formes d'organisation. L'élection d'un comité de grève s'impose plus que jamais comme une nécessité vitale du mouvement.

Que l'assemblée générale élise un comité composé de représentants élus et révocables (s'ils ne remplissent pas leur mandat), auquel participent des syndiqués et des non-syndiqués et où soient donc représentés en fonction de leur audience tous les courants de la lutte (CGT, CFDT) et bien entendu des militants actifs du CA. C'est la meilleure façon de faire échec aux manœuvres de division, d'éviter que les questions importantes se règlent dans les couloirs, de faire que les Lips restent collectivement maîtres de leur mouvement.

UNE ÉTAPE DÉCISIVE

Les négociations sont maintenant rompues. Giraud met la clé sous la porte. Interviewé par un journaliste, il a dit tout net :

« J'ai présenté ma démission à Monsieur Charbonnel intégralement : c'est-à-dire tant comme médiateur que comme industriel. Monsieur Charbonnel m'a demandé quand même de garder cette mission d'industriel, mais j'ai subordonné cela à la condition que le personnel accepte mes conditions de redémarrage et ceci immédiatement » (sic)

— En somme c'est tout ou rien ?
— C'est tout ou rien ; c'est à prendre ou à laisser ; et ce que je désire c'est que ce soit pris sous une forme vraiment massive. Autrement dit, après avoir lancé, comme vous l'avez appelé, un ultimatum, j'ai besoin pour pouvoir reprendre du travail chez Lip d'avoir un référendum »

Giraud met donc clairement chacun devant ses responsabilités. C'est toute la

classe ouvrière qui suit ce qui se passe à Lip et qui jugera chacun sur ses paroles et sur ses actes. On arrive maintenant, après 6 mois de lutte, à une étape absolument décisive du conflit.

Dans cette lutte au finish, l'exigence de l'heure est de renforcer à nouveau le rapport de forces pour assurer les conditions de la victoire :

— A Lip, les travailleurs tiennent bon. En ce moment même ils ont de quoi assurer les payes d'octobre, novembre, décembre. Ils ont un stock de montres terminées leur permettant d'assurer les payes de plusieurs mois. Ils ont aussi un stock de pièces détachées et de mouvements. L'argent continue d'arriver sur leur CCP. Ils sont décidés à multiplier les initiatives de popularisation dans tout le pays et à poursuivre les ventes de montres.

— Mais l'affaire Lip est à l'évidence un conflit dont l'enjeu est national ; elle revêt le caractère d'une bataille où se mesurent classe ouvrière et bourgeoisie. Il faut donc, après la marche sur Besançon, plus que jamais relancer la solidarité dans toutes les villes :

— en assurant le succès des « 6 h pour Lip »

— en développant les comités pour la victoire de Lip ou les commissions Lip-Unité

— en continuant face aux silences et à l'interdiction de la presse, tout un travail de contre-information.

Tout faire pour montrer au pouvoir que les Lips ne sont pas seuls.

— Depuis quelques semaines, les luttes se multiplient dans la fonction publique mais aussi dans le privé. La tâche est à présent de les coordonner, de confronter les expériences comme cela a commencé à se faire autour de Lip et des luttes sur l'emploi.

Elle est en même temps de commencer à faire discuter partout d'une riposte unifiée sur des mots d'ordre centraux comme la réduction massive du temps de travail et l'échelle mobile des salaires, qui répondent aux attaques de la bourgeoisie sur le pouvoir d'achat et sur l'emploi.

NON AU CHANTAGE DE GIRAUD

Mais il faut aller plus loin. Les dernières déclarations de Giraud, comme celles de Messmer renferment une menace précise : celle de la liquidation pure et simple de l'entreprise. La mettre en vente et jeter sur le pavé 1300 travailleurs.

S'ils osaient, ce serait là un coup de force incroyable, dépassant encore en ignominie l'intervention des flics dans l'usine, le 14 août.

Il faut dès maintenant répondre sans détour à cette menace :

— si le patron met la clé sous la porte, on revendiquera l'expropriation de l'entreprise (sans verser un centime d'indemnité aux capitalistes), la nationalisation sous contrôle ouvrier.

— si la bourgeoisie ose provoquer ainsi les Lips, elle ne trouvera pas en face d'elle les seuls travailleurs de Besançon, mais l'ensemble de la classe ouvrière prête à défendre son bastion le plus avancé par une grève générale de 24 h.

Voilà les propositions que défendent les militants révolutionnaires. Elles seules répondent aux exigences actuelles du combat. Et si leurs forces sont limitées, ils feront tout pour les faire triompher.

le 10 octobre
S.T.F.L.

comment voter

« Voilà 20 ans qu'on mène des luttes chez Lip, on n'a jamais voté à bulletins secrets »

A l'AG du lundi, les dirigeants de la CGT se battent sur deux tableaux : le « changement de tactique » et le vote à bulletins secrets. Les deux propositions sont très mal accueillies par tout le personnel. Chez Lip, le dernier vote à bulletins secrets a eu lieu en... 53 ! Et on se rappelle ici qu'il avait donné lieu à un fameux cafouillage. Durant toutes les luttes, les travailleurs ont pris collectivement leurs décisions dans la démocratie ouvrière : on discute, on réfléchit, on dégage une position majoritaire et elle devient celle de l'ensemble du personnel. C'est pourquoi le débat là-dessus fut animé :

Piaget : On se rappelle que les patrons en mai 68 quand ils voulaient essayer de voir un peu, quand ils voulaient essayer de précipiter la reprise du travail, ils provoquaient des votes à bulletins secrets, qu'eux-mêmes contrôlaient. Nous savons que quand nous aurons à faire un vote à bulletins secrets nous le ferons. Mais voilà 20 ans qu'on mène des luttes chez Lip et on n'a jamais voté à bulletins secrets. Et il est très net aujourd'hui que le mouvement est très solide, qu'il sait ce qu'il veut et qu'il l'a précisé largement sans contrainte et sans terrorisme. Bon, je crois qu'on s'est suffisamment exprimé, qu'on peut admettre que ce vote est parfaitement représentatif, et que sur ce vote nous devons nous mettre au travail pour le faire passer dans les faits. Voilà ce que nous avons à faire.

Godet (CGT) : Charles, là, je m'excuse, mais ce qu'a annoncé Edmond Maire ce matin à la radio... à France-Inter à 7 heures, il l'a bien dit : Edmond Maire est d'accord avec la position de la CGT.

Piaget : Laquelle de position CGT ?

Godet : Le vote doit se faire à bulletins secrets (agitation et remous dans la salle)

Piaget : Encore une fois, Edmond Maire a sa façon de voir, mais nous nous sommes des travailleurs de Lip (applaudissements)

Un autre CFDT : Edmond Maire, lui, n'appartient pas au personnel de Lip.

Piaget : De toute façon, Edmond Maire a prononcé un avis sur une situation générale dans les luttes. Mais pour la nôtre, nous nous connaissons bien suffisamment. Encore une fois, la Fédération a été étonnée quand on lui a appris que depuis 20 ans on n'avait jamais fait de vote à bulletins secrets. Ben non. Pourtant depuis 20 ans, on en a fait des luttes, mais jamais on n'a voté à bulletins secrets.

LA POSITION DE ROUGE :

Sur cette question (vote à mains levées ou à bulletins secrets ?) Rouge a depuis longtemps défini sa position :

— Nous défendons le vote en assemblée générale à mains levées et non à bulletins secrets, pour tout ce qui concerne l'action. Pourquoi ?

Quand vous partez au combat, vous voulez savoir avec quelle force vous partez. Dans une grève il y en a qui disent « je suis de toute façon, jusqu'au bout », il y en a qui disent « je suis contre ». Et puis, il y en a beaucoup qui disent : « si la majorité est pour, je suis pour mais si on est une minorité, alors je pense qu'il faut arrêter ». La décision est toujours en dernier ressort une décision individuelle mais pas une décision secrète, où vous vous trouvez seul devant votre bulletin de vote. Une anecdote illustre bien cela : à l'Alstom St Ouen un camarade fit circuler dans son atelier, une pétition sur le thème « si on est 30 pour la grève est-ce que tu es pour ? ». La majorité répondit oui et celui qui initialement avait dit non, finalement, voyant les résultats se ravisa et fit savoir qu'il était aussi pour...

Décider si on poursuit ou non une grève qu'on a démarré ensemble, collectivement, est une décision qui ne peut être prise que collectivement. La garantie de la démocratie ouvrière ce n'est pas le vote à bulletins secrets c'est le libre débat en assemblée générale, permettant à chaque organisation, à chaque travailleur de donner son point de vue.

Par contre lors de l'élection de délégués dans un syndicat ou dans un comité de grève, le vote doit avoir lieu à bulletins secrets. En effet, pour savoir si on pense qu'un tel ou un tel est digne d'être délégué, on n'a pas besoin de savoir ce que vote son voisin.

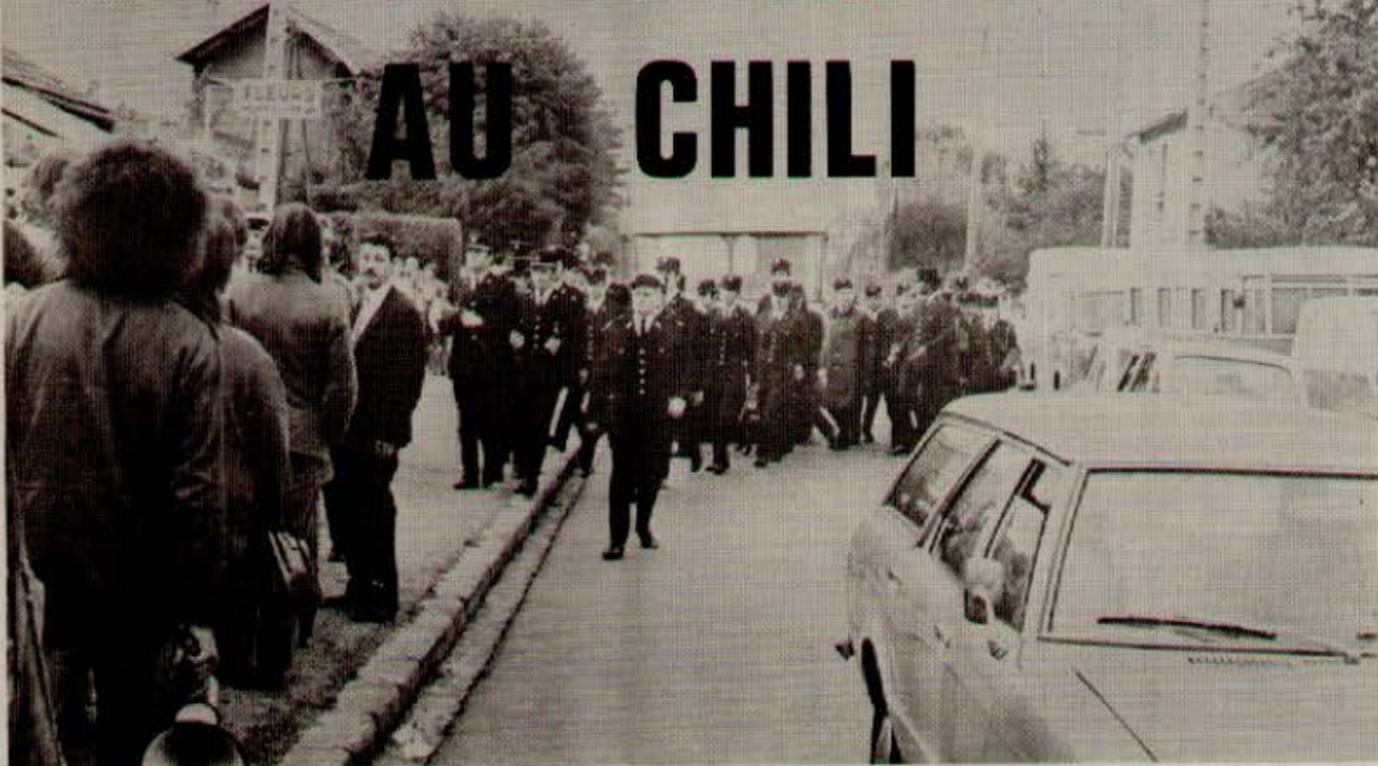
C'est une affaire de jugement, de confiance personnelle. Au contraire, le vote public permettrait des pressions inacceptables. Par exemple si demain les travailleurs de Lip décident d'élire des délégués pour les représenter dans un comité de grève unitaire représentant réellement les grévistes, nous pensons qu'il doivent le faire à bulletins secrets et que tous doivent pouvoir se présenter comme candidat quelque soit leur responsabilité syndicale, qu'ils soient syndiqués ou non-syndiqués.

Fotolin



9 Octobre 73 : nouvelle vente de montres à Renault Billancourt

LES FLICS RĒVENT AU CHILI



les flics arrivent pour expulser les jeunes travailleurs

Depuis le mois d'août, les jeunes travailleurs du foyer de Gagny, expulsés à la suite d'une provocation policière, sont toujours à la rue. Accueillis provisoirement dans un local vétuste prêté par le curé, ils y sont soumis aux attaques de plus en plus violentes des bandes fascistes et CDR, liées aux pontes UDR de la région. Trois attaques ont eu lieu en un mois dont la dernière mettait aux prises 60 nervis casqués et armés à une vingtaine de jeunes travailleurs.

Le but de Valenet, « le » député UDR de Seine-St Denis, maire de Gagny, était clair :

- fournir aux éléments fascistes de la région un pôle de recomposition
- accréditer l'idée de bagarres entre « extrémistes chevelus » et « citoyens honnêtes » aux yeux d'une partie de la population et ceci en vue des élections cantonales.

Cette manœuvre a en partie réussi grâce au refus des organisations traditionnelles de la gauche de soutenir réellement et sans exclusives la lutte des jeunes travailleurs et de participer concrètement à la lutte anti-fasciste.

Malgré cet isolement, avec le seul soutien des organisations révolutionnaires, les jeunes travailleurs ont continué la lutte pour exiger leur relogement collectif avec maintien de leurs droits acquis (de visite et d'expression).

Devant l'indifférence de la direction de l'ALJT et des autorités locales, ils décidaient, à la suite d'une semaine de popularisation et d'explication, d'occuper une maison vide depuis un an.

UNE ESCALADE DANS LA REPRESSION POLICIERE

C'est une manifestation de 150 personnes qui apporte son soutien aux jeunes travailleurs au moment de l'occupation. Très vite, la police locale, renforcée par des éléments venus de Bobigny, intervient. Une vieille connaissance, le commissaire de Gagny, tient des propos rassurants : « envoyez une délégation à la mairie, pendant ce temps, il ne se passera rien... ». Mais cette bonne bouille de papa respectable frétille déjà de la matraque !

Sans attendre et sans sommation, la police charge à trois reprises avec une extrême violence. Un jeune lycéen poursuivi par un flic est précipité sur un car qui avançait sur la foule. Il est gravement blessé à la tête tandis que le pare-brise du car, tout étoilé, témoigne de la violence du choc. A Gagny, flics et fascistes ont ouvertement les mêmes méthodes !

Cinq camarades sont appréhendés. Trois seront libérés après 24 heures, mais les deux autres restent détenus et sont in-

culpés de viol de domicile et bris de scellés, ainsi que (air connu) de violences à agent.

Il s'agit de Luc BENIERES, OS, résident du foyer, diffuseur de Rouge, et de Pascal DICOURT, jeune travailleur.

En réalité, en inculquant un des principaux animateurs de la lutte, les flics tentent de démoraliser les jeunes travailleurs et de donner un coup d'arrêt à leur lutte. Mais leur calcul se retournera contre eux.

LA RIPOSTE DOIT S'AMPLIFIER

- 1) Le Comité de Soutien déjà en place organise la riposte sur la région. Déjà, dans plusieurs lycées, des comités se sont créés pour la libération de nos camarades.
- 2) Dans tous les foyers de la région

parisienne, qu'un plan de fermeture va venir menacer les uns après les autres (à commencer par Clichy et Sarcelles), la solidarité doit s'organiser et se coordonner.

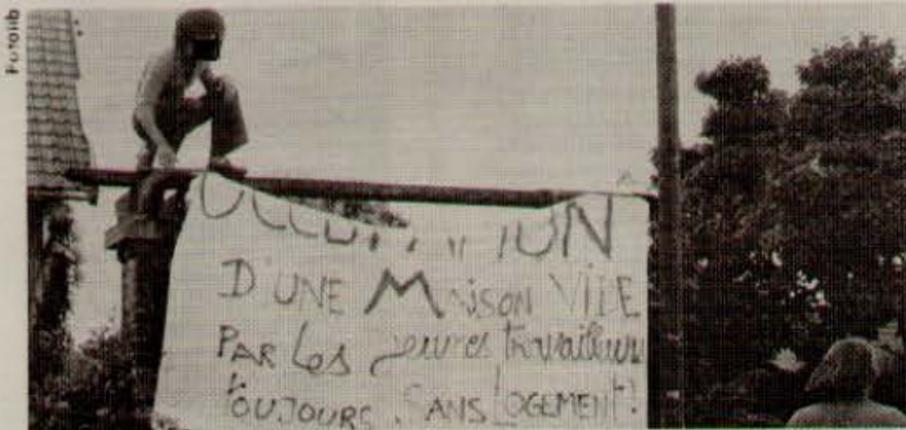
3) De leur côté, ce sont tous les diffuseurs et les sympathisants de Rouge qui doivent se mobiliser, sur la Seine St Denis mais aussi au-delà.

4) Tous au rassemblement organisé le dimanche 14 octobre à 10 H

pour exiger :

- la libération immédiate et l'arrêt des poursuites contre Luc BENIERES et Pascal DICOURT
- le relogement collectif des jeunes travailleurs de Gagny.

Cercle des diffuseurs
du Raincy-Gagny



"ACTION" ET LE COMITE DE DEFENSE DES APPELES

présentent du 1er au 7 novembre :

L'ARMEE EN QUESTION
(festival de films anti-militaristes)

Action République : « Condamné au silence » Otto Preminger

Action Lafayette 2 : « Punishment Park » Peter Watkins

Action Lafayette : 1er « Les jeux de l'amour et de la guerre » A. Hiller

2 - « Qu'as-tu fait à la guerre papa ? » Blake Edwards

3 - « Pour l'exemple » Joseph Losey

4 - « Docteur Folamour » Stanley Kubrick

5 - « Les hommes contre » Francesco Rossi

6 - « Winter Soldier » réalisation collective

8 - « Catch 22 » Mike Nichols

Deux soirées débat auront lieu à cette occasion. Renseignez-vous sur les dates exactes.

Action République 18, rue du Fg du Temple 11e, Vol 51 33 (métro République)

Action Lafayette 9, rue Buffault 9e, Tru 80-50 (métro Cadet ou Le Peletier).

LE RAT A LUNETTES INVENTE LE SERPENT A SONNETTE

Les visiteurs à la fête de l'Humanité ont pu se procurer une récente publication des « éditions de l'agence de presse Novosti », intitulée : « Vers quoi les trotskystes détournent-ils la jeunesse ? », œuvre d'un certain Mikhaïl Basmanov.

Le but de cet opuscule est de mettre en garde la jeunesse contre les « émissaires de la quatrième internationale » qui aux dires de Basmanov, « déploient partout une activité fébrile », « en quête de jeunes gens à convertir ».

L'argumentation se réduit à un acte de foi, qui se présente de la manière suivante :

1) les partis communistes officiels sont l'expression des prolétariats de leurs pays respectifs, et les détenteurs uniques de la vérité sur la lutte des classes. C'est un axiome qui n'a pas besoin d'être démontré ; en douter, c'est déjà être un ennemi.

2) les trotskystes, qui nient cette évidence, sont nécessairement des diviseurs et nuisent au mouvement ouvrier.

On voit que cette argumentation, par ses présupposés, n'a guère de chances de convertir les sympathisants du trotskysme qu'elle se fixe pour but de catéchiser, puisqu'ils n'admettent pas sans démonstration l'axiome de départ et que la vie de tous les jours leur montre l'inverse.

De plus, l'idée n'est pas nouvelle, pour utiliser le cliché préféré de Fajon et Andrieu.

Aussi n'est-ce pas l'argumentation qui est intéressante, mais la documentation dont cette brochure fait preuve. Celle-ci semble parfaitement à jour, et il se confirme par là que le mouvement trotskyste est sérieusement étudié à Moscou, on retrouve dans les citations en bas de page une grande partie des titres de la presse révolutionnaire d'un peu partout. L'auteur se pique même de distinguer à peu près correctement les différents courants qui se réclament du trotskysme sur le plan international et s'il attribue à tous les trotskystes le délire de Posadas sur la nécessité d'un conflit atomique pour la préparation de la révolution prolétarienne, c'est pour reconnaître ensuite qu'ils ne sont pas tous d'accord sur ce point, du moins en apparence : ceux qui contredisent Posadas dissimulent sur ce point leur opinion réelle, par conscience de leur ridicule. Cette méthode permet de pratiquer l'amalgame stalinien traditionnel en faisant montre d'érudition superficielle. Figuières avait montré la voie.

Ce qui est pernicieux pour Basmanov, ce n'est pas tant ce que les trotskystes disent, mais ce qu'ils taisent, leurs intentions profondes et

vers de nouvelles luttes

cachées, qui ne peuvent être que diaboliques, en fonction de l'axiome cité plus haut, et parce qu'il faut bien que Basmanov gagne son salaire.

Mais il est intéressant de noter qu'à Moscou aussi, l'angle d'attaque a quelque peu changé; tous les trotskystes ne sont pas à écraser: il faut d'abord faire le tri entre les petits jeunes à récupérer, et les vieux irrécupérables. Rapport de forces oblige. Sur le plan européen du moins dans la jeunesse, les partis officiels reconnus par Moscou ont certainement plus de cartes que les sections de la quatrième internationale mais certainement moins d'impact militant. Il est normal que Basmanov et consorts s'en alarment.

Ce qui paraît le plus étrange, c'est la fascination involontaire que ressent le rat de bibliothèque devant le serpent à sonnette sorti de son imagination. « La phrase gauchiste est séduisante ». Elle ressemble étrangement, avoue Basmanov, aux discours révolutionnaires de Lénine. Bien sûr, ce n'est que pour mieux tromper. Le trotskysme, c'est le diable: vieux jésuite, Basmanov fait semblant d'aller jusqu'au bord de la tentation pour faire preuve de plus de vertu en la repoussant. C'est égal, il passe un drôle de souffle entre les pages des revues révolutionnaires, même accumulées à Moscou entre les mains consciencieuses et bureaucratiques.

Est-ce sous cette influence maligne que Basmanov se laisse aller à écrire des phrases de ce genre: « Les trotskystes mentent lorsqu'ils déclarent que les PC ne préconisent que la voie pacifique, et qu'ils ne tiennent pas compte des méthodes révolutionnaires faisant appel à l'emploi des armes ».



A BAS LE PROCES 1001 ! LIBERTE POUR LES 10 de CARABANCHEL ! LIBERTE POUR TOUS LES DETENUS !

Le gouvernement « gris » de Carrero Blanco et sa bande de bureaucrates et de policiers s'apprentent à mettre sur le tapis ce que leur a légué le gouvernement franquiste antérieur avec le procès 1001. Camacho, Saborido et d'autres dirigeants ouvriers que l'on veut condamner à un total de 162 ans de prison vont être jugés. En ouvrant aujourd'hui leur procès, la bourgeoisie essaie d'éviter qu'il ne devienne le facteur centralisateur de la lutte de la classe ouvrière et de toutes les couches explicitées et opprimées.

HALTE A LA REPRESSION. A BAS LE PROCES 1001 !

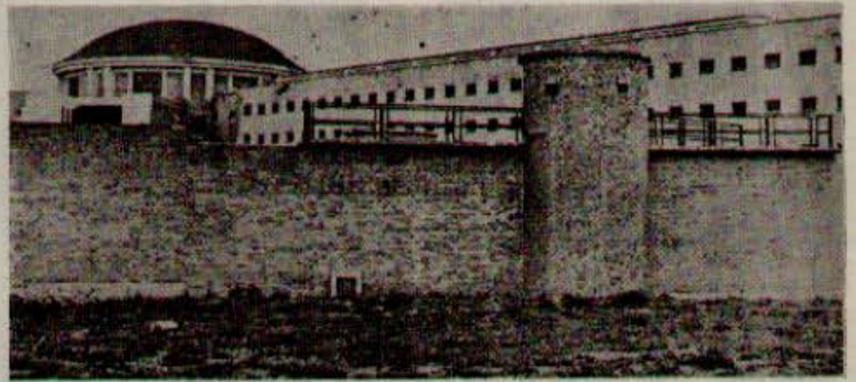
Incapable de contenir l'escalade vertigineuse de l'inflation qui se traduit au jour le jour par des augmentations de prix scandaleuses; incapable de faire la moindre concession aux travailleurs quant à leur salaire, leurs conditions de travail et de sécurité sociale; incapable de satisfaire les revendications démocratiques les plus élémentaires parce qu'il sait que toute « ouverture » serait plus un stimulant qu'un frein pour les luttes ouvrières, le nouveau gouvernement franquiste a fait de la répression son seul et unique programme.

Le procès s'inscrit en plein dans ce programme qui organise quotidiennement les licenciements massifs dans les entreprises, les occupations policières des quartiers populaires et de localités entières, les arrestations et tortures de militants anti-franquistes, les conditions de vie inhumaines dans les prisons, les assassinats d'ouvriers et de militants nationalistes.

Le procès des 10 de Carabanchel veut être un « exemple » dans la répression contre les Commissions Ouvrières et constitue une menace pour l'ensemble du mouvement de masse. La classe ouvrière entraînant dans sa lutte les plus larges couches populaires doit menacer pour l'ensemble du mouvement de masse. La classe ouvrière entraînant dans sa lutte les plus larges couches populaires doit et signifie un nouveau pas du mouvement de masse dans la prise de conscience de ses propres forces et de la proximité de la victoire finale contre l'exploitation et l'oppression.

L'ACTION DIRECTE DE MASSE EST LE CHEMIN DE LA VICTOIRE

Les grèves dans des centaines d'usines et d'ateliers et les manifestations dans toute l'Espagne ont sauvé la vie de Izko et ses camarades. L'extension de la grève de la Barzan à tous les centres de travail et la solidarité immédiate de la population ont fait trembler les capitalistes et les foyers de répression à El Ferrol. La grève générale en solidarité avec Motor Iberica à Pampelune a été le seul moyen d'imposer la réintégration des camarades licenciés... Action directe de masse: les méthodes de lutte de classes qui ont permis les grandes batailles ouvrières contre les conseils de guerre de Burgos, à Seat, à El Ferrol, à Vigo, à San Adrian, à



la prison de Carabanchel où sont enfermés Camacho et ses camarades

**déclaration
ETA VI-LCR**

Pampelune sont aujourd'hui encore la seule riposte possible à cette agression de la dictature.

Seule une puissante mobilisation dans tout le pays avec l'appui actif du prolétariat international peut arracher les 10 de Carabanchel aux griffes de la dictature et marquer un progrès puissant dans l'escalade du mouvement de masse vers le renversement de la dictature franquiste.

Grèves, assemblées et manifestations à la sortie des centres de travail et d'étude, piquets d'extension massifs d'une usine à l'autre, manifestations massives dans la rue telles sont les formes de lutte qui peuvent permettre une victoire ouvrière et populaire contre le procès 1001.

CONTRE LA VIOLENCE REPRESSIVE : ORGANISONS LA DEFENSE DES ACTIONS

Chaque lutte, grève, assemblée ou manifestation à la sortie des usines doit être protégée par la mise en place de piquets d'autodéfense formés par les militants les plus combattifs et disposés à empêcher les opérations répressives de la BPS, de la Police Armée, de la Garde Civile.

L'organisation préalable de piquets massifs et bien armés avec des bâtons, des barres etc... doit permettre la défense de manifestations publiques qui occupent la rue contre l'appareil de répression pendant le procès et se heurtent victorieusement au dispositif policier.

OUVRIERS, ETUDIANTS, TRAVAILLEURS, MEME LUTTE ! LES COMMISSIONS OUVRIERES A LA TETE DU COMBAT !

La plus large coordination, la plus large unité d'action de toutes les forces ouvrières et révolutionnaires est la garantie de la victoire. Les C.O. doivent prendre la tête de la lutte pour la défense de leurs dirigeants et cela exige l'unification pour la lutte de toutes les C.O. existantes sans aucune exclusive

sectaire. Les C.O. doivent coordonner leur activité avec celle de tous les partis et organisations ouvrières et avec les organismes représentatifs de la lutte contre le procès 1001 dans les quartiers populaires, les universités et tous les autres secteurs en lutte.

Cette coordination de la classe ouvrière et de ses alliés véritables dans la lutte contre le franquisme, à l'opposé de toute collaboration avec des secteurs bourgeois ou de l'Eglise, permettra d'impulser effectivement le combat. Ces initiatives de mobilisation doivent gagner en premier lieu la solidarité active des étudiants qui peuvent jouer un rôle de premier plan dans l'agitation et le soutien des actions dans les quartiers populaires. De même pourront être gagnés à la lutte d'autres secteurs comme les professeurs, instituteurs, etc...

Dans chaque quartier, école de formation professionnelle, faculté, etc... doivent se former des comités de lutte contre le procès 1001 qui regroupent tous les militants anti-franquistes et coordonnent leur activité avec les C.O. Cette tâche doit également être assumée par les organismes de lutte qui existent déjà (comités d'étudiants, de professeurs, etc...)

Les C.O. doivent unir étroitement la mobilisation pour la liberté de Camacho et de ses camarades à la lutte pour les revendications actuelles dans chaque entreprise et chaque atelier.

Impulser l'organisation démocratique des luttes au moyen des AG et des comités élus par elles qui peuvent jouer un rôle de grande importance dans la généralisation de la lutte (à l'image du rôle joué par le comité élu de « Imenasa » dans la généralisation de la grève de Pampelune); coordonner ces comités, préparer des actions d'ensemble à l'échelle d'une branche, d'une zone et d'une région; convoquer des manifestations publiques pour la date des procès et organiser leur auto-défense, c'est en accomplissant ces tâches que les C.O. pourront se renforcer en recrutant dans leurs rangs des centaines de nouveaux militants et se lier à la lutte des ouvriers en ravivant ainsi la confiance que leur fait le prolétariat.

POUR UNE GRANDE JOURNEE DE LUTTE

Les actions qui doivent commencer dans chaque usine, comité, quartier, doivent culminer dans une grande journée de mobilisation et de lutte quand on annoncera le procès. Le recul possible de la date du procès ne doit pas empêcher, au contraire, la réalisation d'une journée de lutte qui puisse être l'occasion de centraliser les premières actions et d'accroître la capacité de riposte du mouvement de masse face à la menace que fait peser sur lui le bras meurtrier de la dictature.

- * Liberté pour les 10 de Carabanchel !
- * Liberté pour tous les détenus !
- * Liberté d'expression, de réunion, d'association, de manifestation !
- * Dissolution des forces de répression et du Tribunal d'Ordre Public !
- * A bas la dictature meurtrière !

Comité exécutif de ETA (VI)
Bureau Politique de la LCR
(organisation sympathisante de la Quatrième Internationale).

UNE ARMÉE QUI NE FAIT PAS DE POLITIQUE...



Le coup d'Etat au Chili a bouleversé bien des consciences bourgeoises. La presse l'a exprimé en deux temps. *Premier temps* : l'armée chilienne est une armée loyaliste, ce n'est pas une armée de coup d'Etat, il est tout à son honneur d'avoir attendu si longtemps avant d'intervenir, c'est même là la preuve qu'elle n'est pas « golpiste », brave Leigh, brave Pinochet... *Deuxième temps* (après les massacres perpétrés de sang froid et la rigueur de la répression permettant de comprendre qu'une armée « loyaliste » pouvait aller aussi loin que tous les « gorilles » d'Amérique Latine), on ne parle plus de l'armée chilienne, on explique seulement que l'armée française n'est pas comme cela. Comme cela quoi ? Loyaliste ou massacruse ?

« L'armée française n'est pas au service du capitalisme » affirme le général Maurin, chef d'Etat-Major des armées. Et

Mitterrand, un des leaders de l'Union de la Gauche, réplique « l'armée n'est pas au service du capitalisme ». La boucle est bouclée, tout le monde est d'accord : l'armée française est une armée loyaliste, ce n'est pas une armée de coup d'Etat il est même... etc... (voir plus haut). Les arguments sont les mêmes qui démontrent le loyalisme de l'armée chilienne ou le républicanisme de l'armée française. Qu'en est-il réellement et quelles sont les comparaisons sérieuses qui peuvent être faites ?

— L'armée chilienne est forte de 50 000 soldats (Terre-Air-Mer) et de 25 000 carabiniers (force de répression anti-ouvrière) pour un pays de 10 millions d'habitants dont 72 % vivent dans les villes. Bien qu'il s'agisse là des forces armées qui viennent (proportionnellement à la population) en 3ème place

pour l'Amérique Latine, on est en dessous des 600 000 hommes de l'armée française et des 100 000 forces de répression qui existent aujourd'hui en France.

— Décidé à la fin du siècle dernier, le service militaire obligatoire a été rendu quasi inexistant par l'interminable liste des exceptions votée en 1900.

Que la moitié seulement des soldats de l'armée de terre et de mer, soit environ 20 000 personnes, soit faite d'appelés, semble un chiffre assez exact, ce qui dénote une conscription extrêmement faible et une « professionalisation » quasi absolue de l'armée (en France, rappelons-le, il y a 280 000 appelés pour 300 000 militaires de carrière).

— On a beaucoup écrit sur le caractère apolitique, neutre, non interventionniste de l'armée chilienne. Mais son histoire véritable révèle tout autre chose. D'abord, une solide tradition de massacres d'ouvriers et de paysans (2000 morts en 1907, 3000 en 1925, 500 en 1924, et des interventions en 1946, 57, 66, 67, 69, 70). Ensuite, une participation active à la vie politique du pays sous forme de coups d'Etat en 1891, 1924, 1932, coups d'Etat suffisamment décisifs et modificateurs des formes de l'Etat bourgeois pour ne pas avoir à être répétés trop souvent et laisser à l'armée son apparence de neutralité (mais l'armée française n'est pas plus « pure » depuis l'écrasement de la Commune jusqu'au coup de mai 58 en passant par les guerres coloniales...).

— Il ne faut pas oublier non plus que l'armée chilienne est une pièce importante du dispositif impérialiste en Amérique Latine : 30 % de son budget est financé par les USA ou 55 % de ses officiers ont séjourné plus d'un an et 18 % d'entre eux ont suivi des cours de contre-guerrilla à Panama. Compter sur son neutralisme en cas de conflit de classe au Chili revenait à compter sur le neutralisme des USA...

— Cette armée chilienne est, enfin, coupée du pays de façon fort habile. Si ses officiers généraux appartiennent tous à la haute oligarchie, ses hommes de troupe et sous-officiers, sans formation

particulière, sont dépourvus de tout droit démocratique, y compris de l'élémentaire droit de vote de tout citoyen des démocraties occidentales. Ils sont « à part » et le ressentiment de la façon même dont en France Marcellin aimerait voir réagir les hommes des forces de l'ordre.

— Parler dans ces conditions d'armée loyaliste était se boucher les yeux. Et ne rien faire pour que changent ces données militaro-politiques, c'était se lier les mains et c'est ce qu'a fait le gouvernement Allende. L'armée, sous l'Unité Populaire, est restée la chose de l'oligarchie, armée et entraînée par l'impérialisme, coupée de la population. Ni ses chefs, ni ses cadres, ni ses méthodes, ni son idéologie n'ont été modifiés un tant soit peu. Pendant le même temps où la question de l'armement du prolétariat était passée sous la table. C'est en cela que la notion d'armée putschiste ne peut rien signifier, sinon le refus d'aborder le vrai problème : une armée bourgeoise est toujours le dernier rempart de la bourgeoisie, sa capacité et son incapacité à prendre le pouvoir dépendent avant tout des structures propres du pays et des rapports de force entre les classes, et secondairement de la bonne volonté ou du républicanisme de ses cadres. Quand le Programme Commun écrit : « Le gouvernement comptera sur le loyalisme sans faille des officiers et des sous-officiers », il oublie — par exemple — qu'en 1971 le sinistre Pinochet était le chef de file des officiers loyaux et déclarait : « si la droite relève le nez, on le lui fera baisser ». Il oublie aussi que par nature l'armée française est, comme l'armée chilienne, une armée de guerre civile dont le rôle est de défendre le pouvoir si besoin est en s'en emparant. Qu'elle tente de le faire ou pas dépend de la désintégration du pouvoir parlementaire, de la mobilisation (y compris armée) de la classe ouvrière et du résultat du travail révolutionnaire au sein des unités armées. Mais l'entraînement est le même, les armes sont les mêmes, les méthodes seraient les mêmes et les Pinochet sont déjà là.

F.L.

POMPICHET ASSASSIN ! PINODOU COMPLICE !

Le gouvernement français a été l'un des premiers (en même temps que le Portugal) à reconnaître la junte chilienne. La précipitation de son geste a surpris même les plus blasés : deux jours après les déclarations de Pompidou sur « les vies humaines massacrées », le cargo « Auvergne » aurait embarqué au Havre du matériel de guerre pour Valparaiso, si les dockers ne s'y étaient opposés par la grève. Le matériel partit quand même, mais le geste de solidarité aura permis de dévoiler les véritables raisons du gouvernement français : la junte chilienne est un client, et, dans ce commerce comme ailleurs, le client est roi.

Reconnaître le gouvernement des massacreurs de Santiago c'était donc, prioritairement, une histoire de vente d'armes possibles. Cela avait commencé sous le régime Allende, avec la livraison de canons auto-mouvants, d'hélicoptères, de chars AMX-13 et de camions Renault. Mais les livraisons à venir sont bien plus intéressantes : on négocie sur d'autres chars, sur du matériel de télécommunication sur une usine de munitions et — surtout — sur des Mirages. Peut-on abandonner pareil client sous prétexte que ces armes serviront à écraser le prolétariat chilien ? La réponse des marchands de canons français est toujours la même : « de toutes façons, si nous ne le faisons pas, d'autres le feront (et plus cher que nous) ! »

C'est en appliquant cette formule cynique que la bourgeoisie française est devenue l'un des deux plus importants marchands d'armes du monde, avec les USA et a dépassé en 1970 tous les records de chiffres de vente (en 1970, un Mirage par jour a été vendu)... De Gaulle, dit-on faisait vendre des armes pour le bénéfice politique et diplomatique, Pompidou le fait pour le bénéfice tout court. L'accord international interdisant la vente aux pays en état de guerre a été violé par la France et le Moyen-Orient comme le Biafra ont pu s'approvisionner à Paris ; l'accord interdisant la vente aux pays pratiquant l'apartheid a lui aussi été rompu par la France, et l'Afrique du Sud a pu se réarmer sans problèmes en matériel anti-guerrilla.

Et c'est là la deuxième raison des succès français : le matériel produit par un pays technologiquement retardé comme le nôtre correspond plus aux besoins du tiers-monde que les engins ultra-perfectionnés sortis des usines américaines, certes, mais surtout c'est un matériel dont les traditions de fabrication remontent aux guerres coloniales pendant lesquelles il a été testé. Le meilleur char anti-guerrilla (AML-60) et le meilleur hélicoptère (Puma) sont vendus au Portugal et à l'Afrique du Sud, les excellentes vedettes lance-missiles à la Grèce, les bulldozers lance-grenades au Mexique, l'AMX-13 a été vendu à près de 300 pays. Quant au Mirage, 900 exemplaires sont aujourd'hui en usage à l'étranger, dans 13 pays dont le Pérou, l'Argentine, le Brésil, la Lybie, Israël, l'Afrique du Sud, le Pakistan, l'Espagne. Et bientôt le Chili.

Ce qui veut dire, aussi, que des officiers français vont se rendre à Santiago pour entraîner des officiers chiliens et que certains de ces derniers viendront en France s'abreuver aux sources de la civilisation guerrière, comme l'ont fait les gorilles brésiliens et les militaires indonésiens. La bourgeoisie française a aujourd'hui le rayonnement qu'elle peut : la complicité avec les massacreurs, ce n'est pas glorieux, mais ça rapporte.

F. Milletot

AVANT ET APRES

Jean-Pierre Febre est « spécialiste » du Chili pour le PCF. Il a préfacé pour les Editions Sociales un recueil de textes de Luis Corvalan, secrétaire du PC chilien.

Il a écrit :

« Quoi d'étonnant à ce que l'armée participe à un gouvernement populaire incarnant la volonté et les aspirations de l'écrasante majorité de la nation, au même titre que cet autre instrument de la volonté nationale qu'est la Centrale Unique des Travailleurs, dont les dirigeants entrent au gouvernement en même temps que les dirigeants de l'armée. Il y a là un parallélisme qui mérite réflexion et qui va bien au-delà d'un souci tactique d'équilibre ».

(Nouvelle Critique
Janvier 1973)

Il écrit aujourd'hui :

« C'est sans doute là que les choses commencèrent à se gâter : l'entrée au gouvernement de représentants des trois armes constitua une sorte de politisation des forces armées. Elles apparurent non comme un corps professionnel au service du gouvernement mais comme une composante politique de plus à l'intérieur de la coalition gouvernementale ».

(France-Nouvelle
10 septembre 1973)



Photo 11b



Photo 11a

15 000 personnes environ ont participé au rassemblement mardi 10 octobre pour le soutien à la lutte du peuple chilien. Les militants du PCF qui tentaient vainement de couvrir les slogans des révolutionnaires : « vive la lutte armée des travailleurs chiliens » furent un peu surpris d'entendre la fille d'Allende appeler à la résistance armée. Celle-ci a déclaré notamment : « nous répondrons à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire, la lutte populaire organisée et armée a commencé ». Rappelant qu'au Chili la résistance s'organise unitairement entre le MIR et les partis de l'Unité Populaire, Isabel Allende a conclu en souhaitant que dans le monde et en France notamment la solidarité soit sans exclusives. Un passage qui a sauté dans le compte-rendu de l'Humanité...

"CHILE CHILE, SOLIDARIDAD !"

Le soutien aux travailleurs chiliens doit être unitaire et sans exclusive. Même si des divergences importantes demeurent et demeureront sur l'appréciation des responsabilités de l'Union Populaire face au coup d'Etat, la tâche de l'heure n'est pas de créer la division au nom du passé mais de se battre pour soutenir les résistants contre le fascisme. « Rouge » a largement exposé son point de vue dans ses colonnes, avec une brochure spéciale, à l'aide d'un numéro spécial tiré à 500 000 exemplaires, lors du meeting du 20 septembre à la Mutualité et en prenant l'initiative d'une manifestation unitaire à Paris le 26 septembre dernier. « Rouge » continuera à multiplier les cercles ouverts, comités rouges et meetings pour défendre ses propres positions. La voie pacifiste et légaliste des dirigeants de l'UP au Chili, leur politique qui consistait à placer la classe ouvrière à la remorque des couches moyennes, sont les principales raisons qui ont désarmé les travailleurs face à la contre-révolution. Mais l'aspect dominant depuis le 11 septembre, ce n'est pas de « régler les comptes » au sein du mouvement ouvrier, c'est au contraire de s'engager résolument dans le soutien à la lutte contre la junte militaire, c'est de faire payer cher à l'impérialisme son nouveau coup d'Etat barbare, c'est de combattre vigoureusement cette nouvelle attaque contre l'ensemble du mouvement ouvrier international.

Ce soutien doit se faire à la base par la constitution de comités sur

une plate-forme unitaire. Des milliers de militants se sentent concernés profondément par la défense du peuple chilien. Il faut que tous puissent être actifs. Aujourd'hui Luis Corvalan est arrêté et menacé de mort : une campagne internationale peut le sauver. Mais combien d'autres dirigeants du PS ou du MIR seront abattus dès qu'ils seront arrêtés ? Enriquez, dirigeant le plus connu du MIR, recherché par toutes les polices de la junte, du Brésil et de la CIA, aura-t-il même un procès comme Corvalan ? Les massacres, les tortures, la délation, la terreur, l'interdiction de toute vie politique et culturelle pour les travailleurs chiliens, qui les arrêtera ? Le soutien financier et politique aux organismes unitaires de la résistance armée chilienne, qui va le prendre en charge ? Ces tâches dépassent le cadre des seules organisations et c'est pourquoi des comités à la base pour l'information, pour l'agitation et la propagande en faveur du peuple chilien doivent être créés partout.

18 organisations de gauche ont créé un cartel national qui s'est donné pour tâche d'organiser cette solidarité nécessaire. « Rouge » et ses diffuseurs n'ont pas été invités lors de la réunion constitutive de ce cartel et n'ont donc pas pu participer à l'élaboration de la plate-forme sur une base unitaire. « Rouge » officiellement et publiquement demande aux 18 organisations d'élargir les bases d'adhésion afin qu'aucune exclusive de fait ne soit lancée à l'égard des organisations révolutionnaires. En effet, la plate-forme des 18 débute par une

reconnaissance de l'exemplarité de la politique du gouvernement légal d'Unité Populaire. « Rouge » pense qu'il ne faut pas faire d'un tel point de vue, un préalable à une action commune. De même qu'au Chili, un centre unitaire de la résistance comprenant le MIR, le MAPU, le PS, le PC et d'autres groupes révolutionnaires ne saurait naître dans la continuité politique de l'Unité Populaire, de même en France, il ne serait pas juste de diviser le front unitaire de soutien sous prétexte d'imposer la politique de l'Union de la Gauche contre celle des révolutionnaires. D'abord le soutien, pas de préalable !

Partout où cela sera possible les diffuseurs de « Rouge » œuvreront à ce que naissent des comités de base unitaires sans exclusive. C'est aussi la position du « Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du peuple Chilien » qui a tenu une conférence de presse publique le lundi 8 octobre. Ce comité est né à l'initiative d'un collectif d'information et d'étude de la réalité chilienne dans le cadre du CEDETIM (Centre d'Etudes Anti-impérialistes). Ce collectif s'est adressé à toutes les organisations afin de constituer après le 11 septembre le front le plus large : il a organisé le 13 septembre un meeting à la Mutualité avec l'appui du PSU, de l'AMR, du CERES, de Révolution ! de la Cause du Peuple et de Rouge. Dans la dernière semaine de septembre, plusieurs réunions entre le bureau provisoire du comité et les représentants des différentes organisations ont permis l'élaboration d'un texte commun

qui fut soumis à l'approbation des comités de base existant déjà à Paris. Ce texte définitif fusionnait les projets de Rouge, de Révolution ! et du bureau du comité. Il a constitué également un centre de recueil des fonds destinés à être envoyés le plus rapidement possible aux combattants par des moyens qui sont en cours d'organisation. Un grand rassemblement est prévu à Paris, le 27 octobre à la Carroucherie de Vincennes, « 12 heures pour le Chili », gala, forum, débats, expositions. Rouge mettra tout en œuvre pour que cette manifestation soit un succès et pour que des initiatives du même type soient créées partout en province.

G.F.

Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, 94, rue Notre-Dame des Champs, Paris 6^e
tél : 325 00 09
Tout versement est à adresser à CEDETIM, CCP Paris 17.545.16.
mention au dos : soutien Chili.

Un certain nombre de juristes, comprenant des avocats, magistrats et universitaires, annoncent dans un communiqué que « face à la répression qui frappe le peuple chilien », ils ont décidé dans l'immédiat de constituer un comité dont le but prioritaire sera « d'apporter une aide judiciaire et administrative aux réfugiés chiliens ». Une permanence se tiendra aux cabinets de Me de Felice (Tél 924 25 91), de Mes Manville et Dorwling-Carter (380 66 00).



la rentrée des classes au Chili: le directeur explique aux élèves les méfaits de l'union populaire. Un exemple à méditer

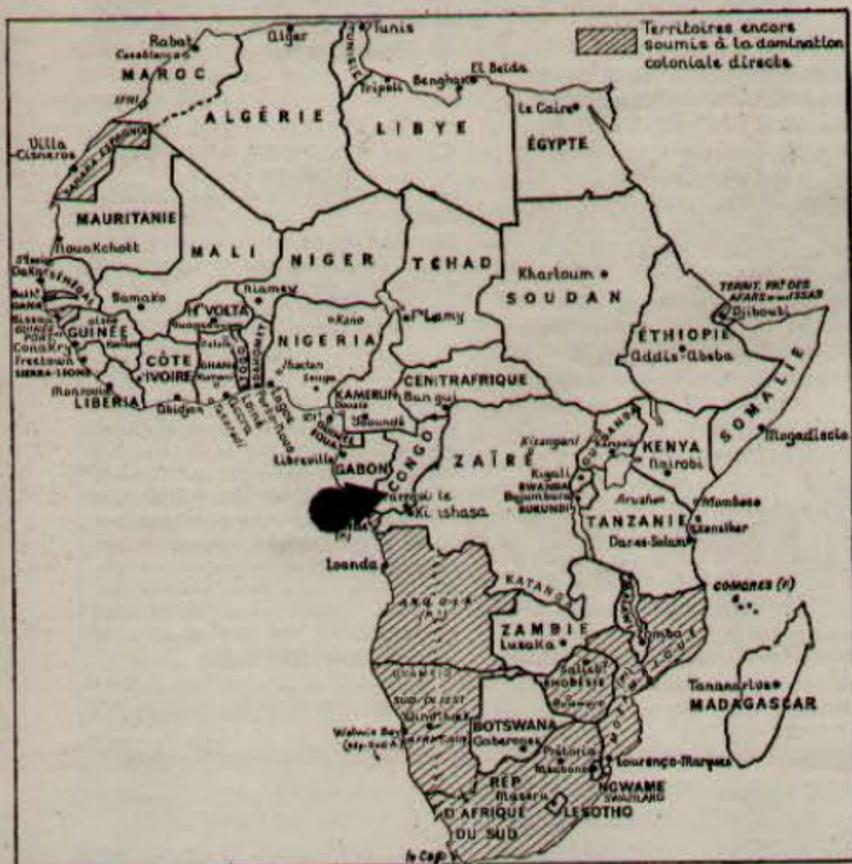


Photo 11b

la démocratie tyrannique du commandant n'gouabi

Après l'assassinat en avril de Diawara et de la trentaine de jeunes paysans maquisards, N'Gouabi et ses acolytes du B.P du Parti Congolais du Travail, veulent faire croire aux masses qu'elles vivent dans une démocratie populaire et pour ce, ils organisent en juin des élections : il faut voter à la fois une nouvelle Constitution, une nouvelle chambre, l'Assemblée Nationale et pour des candidats à cette Assemblée, à la solde du PCT. La Constitution n'est même pas expliquée à la radio. On menace ceux qui ne voteront pas : les voyages et les soins dans les hôpitaux seront permis sur présentation de la carte électorale. En fait, il s'agissait pour N'Gouabi de se faire plébisciter, lui qui n'a jamais été élu par personne.

N'Gouabi espérait trouver dans ces élections un regain de popularité à l'intérieur et une consécration de son régime « marxiste-léniniste » pour l'opinion internationale avant d'entreprendre sa tournée dans les pays de l'Est et en Asie.



Les élections ont été un revers grave pour le régime : dans un arrondissement du quartier populaire de Poto-Poto, à Brazzaville, H. Lopez s'est présenté à la désignation et a obtenu 7 voix quant un étudiant de l'opposition en a eu plus de 300 - mais H Lopez est devenu 1er ministre le 15 août. La presse du parti ne le dit pas, mais elle est obligée de donner des chiffres clairs : dans la région du Niari, 75 % de non, à Dolisie 13 514 inscrits, 3 206 oui et même à Brazzaville, centre de la bureaucratie et de l'armée : 168 013 inscrits, 81 457 oui. Le PCT ne peut annoncer les 99 % de « oui » habituels, il déclare 73 % de « oui » comme chiffre global, mais cache que cette journée électorale donna lieu à des manifestations violentes en plusieurs points du pays, y compris Brazzaville. Pour témoignage, voici ce qui se passa à Pointe-Noire, capitale économique.

LA BATAILLE DE POINTE-NOIRE

24 juin : eh bien ! Les gens sont allés en masse aux urnes. Aussi dès 5 heures du matin, hommes, femmes, jeunes prirent d'assaut les bureaux de vote. Il est vrai que le vote a commencé dans la discipline. Mais les électeurs étaient indignés par l'insuffisance des bulletins blancs. Ne sachant pas ce qu'était en réalité la cuisine électorale, les masses pensaient que voter non (blanc), c'était dire non à N'Gouabi. Elles ne voulurent plus voter tant que les bulletins blancs manquaient. Mais elles comprirent vite que même si le blanc triomphait, N'Gouabi demeurerait au pouvoir. Alors, elles adoptèrent une autre forme de vote pour faire comprendre à Papa Doc que ça suffit son règne. Elles s'emparèrent des caisses et les brisèrent devant les N'Gouabimacoutes (les soldats) demeurés sans réaction. Tous les bureaux de vote de la commune de Pointe-Noire furent dévastés, les maisons de commune saccagées, les voitures et autres engins du PCT mis en miettes. C'est maintenant une grande manifestation. Les pancartes sont faites en hâte. On y lisait : « A bas N'Gouabi, Vive Diawara » - « Vive non, à bas oui » - il faut que ça change » - « N'Gouabi va-t-en ». Devant l'ampleur que prenait le mouvement (les photos de N'Gouabi sont brûlées), les N'Gouabimacoutes entrent en action. Plusieurs arrestations et beaucoup de blessés de part et d'autre. L'alerte sonne en permanence dans les casernes.

25 juin : dès 6 heures, hommes, femmes, jeunes et pionniers (enfants) contemplent l'œuvre d'hier devant la maison commune de Ntié-Ntié. Une rumeur circule : N'Gouabi est réfugié chez le prophète Zéphirin. Les masses prirent d'assaut dès le matin le domicile du prophète et demandèrent que N'Gouabi leur soit remis. N'eût été l'intervention des N'Gouabimacoutes, son compte aurait été réglé. Les soldats cette fois tuèrent à coups de crosse un enfant de 12 ans qui avait crié : « Vive Ikoko, Vive Diawara ». Après, on assista à des arrestations arbitraires, dans la rue ou à domicile. Il y eut des centaines de jeunes (filles et garçons) arrêtés. Les responsables de l'Union des Etudiants sont soupçonnés d'avoir organisé ces manifestations.

LA PARADE DES 13, et 15 AOUT.

L'opération suivante du PCT pour éblouir le peuple et l'opinion internationale, ce furent les fêtes anniversaire du 13, 14 et 15 août 1963 (journées de l'insurrection populaire qui chassa Youlou). Dix ans après, le Président de l'organisation des fêtes est le chef d'état-major général, le colonel Yhomby qui a trempé dans plusieurs coups d'Etat de ces dernières années, l'assassin de Diawara et Ikoko. Deux milliards, dit la rumeur publique, furent gaspillés pour monter des spectacles aux hôtes illustres du Président, Mobutu, Ould Daddah, Bongo... et M. Rocard. Le 14 août, N'Gouabi prononce un discours qui se veut anti-impérialiste et léningian ; il promet l'amnistie pour les 300 détenus politiques congolais (le pays compte 15 million d'habitants, le PCT, 250 membres).

Mais à ce jour, les prisons sont toujours pleines et les familles sans nouvelles des prisonniers. La situation reste tendue : plusieurs révoltes ont éclaté dans les campagnes, à Brazzaville, des menaces de licenciement dans les usines ; il n'y a pas assez de place dans les écoles et les lycées, des milliers d'enfants sont jetés à la rue bien que munis des diplômes nécessaires à la poursuite de leurs études.

La lutte pour le pouvoir éclate entre les diverses fractions de l'appareil d'Etat, unies hier contre Diawara. Le 2 octobre, le colonel Yhomby est démis de ses fonctions de chef d'état-major général, il se présentait dans « Afric Press » de septembre comme déjà prêt à assumer « d'autres responsabilités que celles qu'il assume actuellement ». Mais Yhomby mis sur la touche, N'Gouabi n'est pas lavé pour autant des meurtres passés, les prisonniers qu'ils prirent ensemble sont toujours sous les verrous, la nature du régime ne change pas. A preuve, le 5 octobre, le procès des ouvriers de l'usine d'Etat de Jacob.

LE PCT FAIT LE PROCES DE LA CLASSE OUVRIERE

Le 7 octobre, 7 ouvriers sont condamnés à des travaux forcés pour 20 ans, 6 autres à des peines allant de 1 à 12 ans de prison. La Cour Révolutionnaire du Parti Congolais du Travail est féroce pour la classe ouvrière qui osa se révolter en novembre 72 contre la bureaucratie syndicale : la version la plus persistante des faits, veut que Icogne, délégué syndical nommé par l'état-major du PCT et de son syndicat, « mangé la caisse de solidarité constituée par les ouvriers qui lui demandent alors de démissionner. Ce dernier leur répond qu'il préfère mourir que de laisser sa place à des réactionnaires comme eux ; un peu plus tard il sort un couteau, déclenche une émeute, blesse un ouvrier au moins ; il sera tué. L'événement secoua le pays. Les masses ne furent pas dupes de la propagande officielle qui fit de Icogne un martyr de la révolution congolaise, un héros de la classe ouvrière - mort paradoxalement - fut-elle bien obligée d'ajouter.

Le peuple congolais, paysans, ouvriers, jeunes chômeurs ou lycéens affrontent de plus en plus souvent, violemment, l'appareil d'état néo-colonial. Il ne suffira plus de tirades marxisantes, de défilés militaires, de petites mesures qui se veulent spectaculaires pour faire oublier la misère des masses et détourner leur haine.

Correspondant

Je désire prendre contact avec Rouge



NOM.....
ADRESSE.....
Age.....Profession.....
Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :

C.C.P. Pierette
CHENOT
4501-42 Paris
(avec mention : soutien
à ROUGE).

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

	la france		l'étranger	
	sous pli	ouvert	ouvert	terme
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion : écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement
immédiat sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, joindre
1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

UCP 25043 88 Paris

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....
ADRESSE.....
Abonnement choisi.....